

Des difficultés de distinction du Capital et du Revenu

dans

l'application de l'impôt sur le Revenu en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(ès Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le mardi 26 juin 1923

PAR

Emile Ar. EUSTATZIU

Docteur ès Sciences Juridiques

Président : M. G. MARTIN, *professeur.*
Suffragants { MM. E. ALLIX, *professeur.*
Ch. RIST, *professeur.*

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

E. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

LIBRAIRIE DU CONSEIL D'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ DE LEGISLATION COMPARÉE

20, Rue Soufflot, PARIS (5^e arr.)

1923

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.***

Des difficultés de distinction du Capital et du Revenu

dans

l'application de l'impôt sur le Revenu en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ès Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le mardi 26 juin 1923

PAR

Emile Ar. EUSTATZIU

Docteur ès Sciences Juridiques

Président : M. G. MARTIN, *professeur.*

Suffragants { MM. E. ALLIX, *professeur.*
Ch. RIST, *professeur.*

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

LIBRAIRIE DU CONSEIL D'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

20, Rue Soufflot, PARIS (5^e arr.)

1923



INTRODUCTION

L'impôt global sur le revenu fut établi en France pour la première fois par la loi du 5 juillet 1914. Dans la pensée de ses auteurs il était destiné à corriger le système analytique et proportionnel d'imposition des cédules. Il devait en même temps redresser les injustices inhérentes à l'application des impôts indirects, — impôts sur la consommation surtout, — qui pèsent plus lourdement sur les classes pauvres que sur les classes riches.

Cet impôt général sur le revenu était un impôt de superposition, un impôt complémentaire synthétique ; il devait frapper d'une manière personnelle, et dans l'ensemble de sa fortune, le contribuable que des impôts spéciaux avaient frappé une première fois, d'une façon *réelle*, dans les cédules, à l'origine de chaque source du revenu.

Il devait de plus rompre avec la tradition des quatre vieilles contributions, basées sur la réalité, la proportionnalité et les signes extérieurs, pour introduire des principes nouveaux. Ces principes sont en quelque sorte la contre-partie de ces vieilles idées qui avaient fait leur temps ; et ils nous apparaissent comme une réaction contre l'ancien système qui ne satisfait plus les esprits. Ces idées nouvelles qui ont bouleversé l'ancien régime fiscal

sont celles de la *personnalité*, de la *progressivité* et de la *déclaration*.

Après avoir été appliquées en Angleterre et en Amérique, elles furent exposées dans un projet devant la Chambre en 1907 par M. Caillaux. Accueillies favorablement par la Chambre, elles se heurtèrent à l'esprit conservateur du Sénat, qui rejeta le projet. Ce n'est qu'en 1914, qu'elles furent consacrées par la loi du 15 juillet.

Les principes nouveaux de la personnalité, de la progressivité et de la déclaration, furent l'objet de nombreuses et intéressantes études, qui les envisagèrent presque sous toutes leurs faces. Ces idées ont été présentées comme réalisant un appréciable progrès sur ce qui avait été les « quatre vieilles ».

La *personnalité* avait l'avantage sur la réalité de ne pas frapper à l'aveugle la matière imposable, mais de regarder derrière elle le contribuable, sa vraie situation de fortune.

Il s'ensuivait comme corollaire obligé un second principe, celui de la *progressivité*, qui allait établir plus de justice dans l'application de l'impôt, frappant plus fortement les classes aisées et dégageant au contraire ceux qui avaient une situation plus modeste.

Les signes extérieurs avaient fait faillite, ils étaient basés sur des fictions, disait-on, et conduisaient à de vraies injustices, l'indice du loyer ne traduisant pas toujours fidèlement les forces contributives du locataire; tandis qu'au contraire l'exercice du système de la déclaration permettait à ceux qui faisaient des déclarations exactes, de subir l'impôt sur leur véritable revenu.

Nous n'ajouterons rien à toutes ces appréciations et critiques; elles ont fait l'objet de toute une bibliographie. Nous envisagerons la question sous un aspect différent ayant uniquement en vue l'étude de l'assiette de l'impôt global sur le revenu.

L'article 10 de la loi du 15 juillet 1914, modifié par la loi du 25 février 1917 détermine ainsi la base de l'impôt: « l'impôt est établi d'après le montant total du revenu net annuel dont dispose chaque contribuable. Ce revenu net est déterminé, eu égard aux propriétés et aux capitaux que possède ce contribuable, aux traitements, salaires, pensions et rentes viagères dont il jouit, ainsi qu'aux bénéfices de toutes occupations lucratives auxquelles il se livre, sous déduction : 1^o des intérêts des emprunts et dettes à sa charge; 2^o des arrérages et rentes payées, par lui à titre obligatoire; 3^o (*loi du 25 fév. 1917*) de tous impôts directs et taxes assimilées par lui; 4^o des pertes résultant d'un déficit d'exploitation dans une entreprise agricole, commerciale, ou industrielle.

Le revenu imposable correspondant aux diverses sources de revenus énumérées ci-dessus est déterminé chaque année d'après leur produit respectif pendant la précédente année.»

Le texte de cet article suscita à la Chambre de vives discussions; il apparaissait à quelques députés comme peu explicite dans ses termes et incomplet dans sa teneur. Un décret portant règlement d'administration publique intervint le 15 janvier 1916¹ pour interpréter

1 *Journal officiel* du 23 janvier 1916.

et compléter les articles de 5 à 25 de la loi du 15 juillet 1914.

Voici comment ce règlement déterminait dans son article premier, les normes, pour apprécier le revenu du contribuable. En vue de la détermination, pour chaque contribuable passible de l'impôt général sur le revenu, du revenu total qui doit servir de base au calcul de sa contribution, les revenus provenant de sources diverses sont classés de la façon suivante :

- Revenus des propriétés foncières bâties;
- Revenus des propriétés foncières non bâties;
- Revenus des valeurs et capitaux mobiliers;
- Bénéfices de l'exploitation agricole;
- Bénéfices du commerce, de l'industrie, de l'exploitation minière et de charges et offices;
- Revenus de professions libérales;
- Revenus des emplois publics et privés;
- Revenus de tous capitaux et de toutes occupations lucratives non dénommées ci-dessus;
- Retraites, pensions et rentes viagères. »

Pour déclarer le montant de son revenu général, le contribuable devra seulement additionner les revenus nets de ces diverses sources de revenus; il en déduira les sommes énumérées par la fin de l'article 10, les charges de famille spécialement prévues par les articles 12 et 13, comme nous allons le voir, et il obtiendra ainsi le chiffre de son revenu global.

Dans son calcul, il ne rencontrera pas de difficultés, —sinon dans l'appréciation du montant,—du moins pour la majorité des différentes sources de revenu à déclarer.

Il nous semble cependant qu'il pourrait être embarrassé en ce qui concerne les revenus des valeurs et capitaux mobiliers.

Un contribuable de bonne foi qui n'aurait aucune intention de frauder le fisc, pourrait avoir des doutes sur l'obligation de déclarer telle somme comme faisant partie de son revenu. La question se pose, croyons-nous, pour toute une série de rentrées de fonds, qui ont cette particularité, de se présenter avec l'aspect de revenus, alors qu'elles renferment une partie de capital, — tandis que d'autres ayant la physionomie propre des capitaux sont formées par des intérêts accumulés.

Nous classerons d'après cette caractéristique, — sans avoir la prétention de donner une énumération limitative, — dans un premier groupe : a) les rentes viagères ; b) les annuités terminables : et dans un second groupe beaucoup plus important ; c) les valeurs à lots ; d) les valeurs à prime ; e) les fonds de réserve répartis entre actionnaires ; f) les plus-values acquises à un fonds de commerce avec les bénéfices économisés, produits par ce fonds même ; g) les intérêts capitalisés et dans une catégorie à part : h) les spéculations de bourse non habituelle.

Pour tous ces cas les notions de revenus et celle de capital s'enchevêtrent, s'entrecroisent, se confondent. Et il est important de les bien distinguer, car selon qu'on les considère comme revenus ou comme capitaux ils seront soumis ou non à l'impôt général sur le revenu.

La question est neuve et de toute actualité. Elle présente un grand intérêt aussi bien au point de vue théorique que pratique.

En doctrine la question ne s'est pas trouvée posée de cette façon jusqu'à ce jour, pour la simple raison que l'impôt général sur le revenu, avec les caractères actuels, n'existait pas dans la législation financière française. Pour arriver à des solutions concrètes, nous serons obligé de chercher ailleurs, dans le domaine du droit civil, notamment en matière d'usufruit et de contrat de mariage, où la question de la distinction entre le capital et le revenu pourrait trouver sa place.

En pratique, l'application de la loi du 15 juillet 1914, encore trop récente pour pouvoir fonder une jurisprudence bien établie, a cependant donné lieu à une jurisprudence très intéressante en ce qui concerne les *valeurs à lois*, (*Cons. d'Etat*, 28 janvier 1921, D. 3. 9, 1921) qui sont considérées comme des capitaux et par conséquent ne sont pas assujetties à l'impôt général sur le revenu.

Nous avons eu la satisfaction de trouver, dans cette jurisprudence, la confirmation de la conception que nous exposerons au sujet de la notion du revenu. Elle sera, de plus, pour nous, un guide sûr, croyons-nous, pour la résolution des difficultés que pourraient présenter les autres cas similaires que nous avons énumérés plus haut.

Nous signalerons également un Conseil de Préfecture de la Seine du 22 novembre 1920 (*Gazette du Palais*, 1921, p. 233) qui, sans avoir la même portée que l'arrêt du Conseil d'Etat cité ci-dessus, se rallie à la même thèse statuant en matière de *réserves* d'une société par actions, constituées avec des bénéfices non distribués en dividende, qu'elles échappent à l'application de l'impôt global sur le revenu.

C'est tout ce que l'on trouve dans les périodiques au sujet de l'application de l'impôt général sur le revenu. Toute une jurisprudence, que nous analyserons succinctement, basée sur la loi du 29 juin 1872, relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, ne trouvera pas application, selon nous, dans le domaine de l'impôt général sur le revenu; l'esprit et les termes de la loi du 29 juin 1872, étant beaucoup plus larges que ceux de la loi du 15 juillet 1914. Cette considération aura comme conséquence que, pour tous les autres cas envisagés, nous serons amenés à raisonner par analogie et à l'aide de la jurisprudence civile. Nous trouverons là, et dans la difficulté du sujet, une excuse pour tout ce que ce modeste et hâtif travail pourrait présenter d'imparfait ou d'incomplet.

Avant d'aborder l'étude des différents cas où pourrait se poser la question de leur classification en capitaux ou en revenus, nous croyons utile d'exposer, d'une manière analytique, l'assiette de l'impôt global sur le revenu, telle qu'elle ressort des termes de la loi du 15 juillet 1914.

Nous nous appliquerons à donner une définition du revenu. Il nous a semblé que la notion du revenu est intimement liée à celle de la *périodicité*. Ce critérium nous conduira, dans la majorité des cas, à des solutions contraires à l'intérêt du fisc, — mais inattaquables croyons-nous, — sur le terrain de la technique juridique.

Toutes ces solutions par lesquelles on serait amené à nier le caractère du revenu à des nombreuses et importantes rentrées de fonds, constitueront autant de griefs contre l'assiette de l'impôt. Cette assiette nous

apparaîtra par là affaiblie et beaucoup moins étendue que cela ne semble au premier abord. L'impôt global sur le revenu, de ce fait, ne constituerait pas, — comme on l'a prétendu, — un mode idéal pour mesurer les facultés du contribuable.

En présence de ces critiques, on pourrait juger comme défectueuse, dans une bonne législation financière, une norme d'imposition qui aurait comme base unique le revenu. Il y aurait peut-être lieu, de compléter l'impôt général sur le revenu par d'autres systèmes d'impositions,¹ — aucun moyen n'étant de trop, devant la difficulté réelle où l'on se trouve de serrer, pour le mieux, la matière imposable.

¹ Voir la proposition de M. Manheim dans la *Revue politique et parlementaire*, 1913, p. 82, d'un impôt basé sur la « dépense », et les autres bases d'impositions suggérées par Seligman. *L'Impôt sur le Revenu*, dans l'introduction.

CHAPITRE PREMIER

Les causes des difficultés et des controverses dans la distinction entre le capital et le revenu.

Les difficultés de distinguer le capital du revenu ont des causes théoriques et pratiques. Elles pourraient être résumées dans les trois idées suivantes : 1^o difficulté de déterminer la notion du revenu ; 2^o controverse au sujet de la nature juridique de quelques rentrées de fonds ; 3^o situation difficile créée par la jurisprudence fondée sur la loi du 29 juin 1872.

Ces idées requièrent des développements et des commentaires qui nous permettront de dégager des notions précises et nous conduiront logiquement vers des solutions concrètes.

§ I. DIFFICULTÉ DE DÉTERMINER LA NOTION DE REVENU.

— La première difficulté que l'on rencontre est celle de la notion même du revenu. M. Charles Manheim ¹ faisait remarquer, avec juste raison, que les discussions que soulèvent les projets d'impôt sur le revenu portent

¹ Charles Manheim, La réforme fiscale. *Revue politique et parlementaire*, 1913, vol. 77 p. 82-101.

principalement sur son taux, sur ses modalités, sur les moyens de découvrir la matière imposable : mais que l'on ne se préoccupe guère de définir le « revenu », les auteurs estimant sans doute qu'il s'agit là d'une de ces notions familières qui n'ont pas besoin d'être précisées.

A la réflexion, on s'aperçoit que l'on se trouve en présence d'une foule de notions, tenant à celle du revenu, qui se rencontrent ou se subordonnent, sans toutefois avoir la même sphère d'application. Il convient de distinguer et de classer ces notions.

CONCEPTION ÉCONOMIQUE DU REVENU. — L'acceptation *économique* de la notion du revenu a une portée très étendue, générique, comprenant toute somme d'argent ou de richesse, provenant de n'importe quelle source qui advient dans le patrimoine d'une personne pendant une période déterminée ¹.

Quand on dit toute somme, on entend par là qu'il s'agit de toutes les sommes, quelle qu'en soit la provenance, qu'une personne peut toucher ; qu'il s'agisse de sommes provenant d'un emprunt contracté ou du remboursement, d'une somme prêtée. Il ne faut pas plus exclure de cette notion du revenu, les dons et les legs, les sommes provenant de spéculations, que les revenus périodiques, comme les intérêts d'une créance, les loyers d'une maison ou les fermages d'une terre.

D'après cette conception, comme le dit M. Rist, il faut se représenter le revenu simplement comme un flot

¹ Ch. Rist. *Cours d'Economie politique*. Doctorat. Paris 1919-1920, p. 16-18.

qui entre, avec une régularité plus ou moins grande, avec une ampleur plus ou moins grande, dans la caisse des personnes.

REVENU BRUT. — Une notion qui suit de près cette conception économique, est celle du *revenu brut*; mais elle a pourtant un champ d'application beaucoup plus restreint. Le revenu brut est composé de la totalité des recettes, provenant du fonctionnement d'une entreprise ou d'une exploitation, sans opérer aucune déduction sur le montant de ces recettes.

Il est certain que, dans l'application de l'impôt global sur le revenu, il n'est pas question de ces notions. Les termes de la loi qui parle du *revenu net* et les dispositions qui prévoient des déductions et des exonérations, nous conduisent à une conception financière du revenu, plus étroite et plus spéciale.

DÉTERMINATION DE LA NOTION DU REVENU IMPOSABLE.
REVENU NET. (ASSIETTE DE L'IMPOT). — Qu'est-ce le *revenu net*, dont parle l'article 10 de la loi du 15 juillet 1914 ? Cet article ne nous fournit pas de longues explications à ce sujet. Le décret, portant règlement d'administration publique du 15 janvier 1916, le détermine ainsi « pour chaque catégorie de revenus, le revenu net est constitué par l'excédent du produit brut effectivement réalisé, y compris la valeur des profits et des avantages dont le contribuable a joui en nature, sur les dépenses réellement effectuées en vue de l'acquisition et de la conservation du revenu. »

Le revenu net, d'après cette définition, serait-ce qui resterait des recettes d'une entreprise après en avoir déduit : a) les frais de l'entreprise, c'est-à-dire les dépenses nécessaires pour se procurer le revenu brut, et b) l'indemnité pour l'usure du matériel, c'est-à-dire les frais d'amortissement.

Pratiquement, il y a lieu de chercher en quoi consiste le contenu des frais de l'entreprise et des frais d'amortissement, dans différents cas.

Propriétés bâties ou non bâties. — Au sujet du revenu net annuel des propriétés bâties ou non bâties, M. le député Bonnevey a demandé ce qu'il fallait entendre par revenu net en ce qui concerne la propriété immobilière ¹.

Et il a fait remarquer, notamment, que deux interprétations peuvent en être données : la première interprétation de justice et de bon sens indique qu'en ce qui concerne les immeubles bâtis, le revenu net est représenté par le montant total des loyers perçus dans l'année, déduction faite de toutes les charges qui ont pesé sur les immeubles, charges d'impôts, d'assurances, de réparations, de blanchiment décennal, etc... Ces charges atteignent fréquemment, dans certaines villes, pour les maisons ouvrières, 40 et même 50 pour 100 du produit brut des loyers.

La deuxième consiste à entendre par revenu net, le revenu net forfaitaire tel qu'il est déterminé en matière de contributions directes, c'est-à-dire le montant brut

¹ Chambre; 2^e séance du 12 juillet 1914. *Journal officiel* du 13 p. 2954-2955.

des loyers au moment de la révision décennale, déduction faite de 25 %.

En faveur de la première solution, disait M. Bonnevey, plaident l'équité, la justice, le bon sens qui acceptent difficilement l'idée de considérer comme revenu susceptible de payer l'impôt autre chose que la partie du revenu qui entre de fait dans la caisse du contribuable.

En faveur de la seconde, il y a la déclaration faite dans son rapport, par la commission de la législation fiscale, qui est la suivante : « l'article 10 du texte du Sénat détermine la façon dont doit être établi le revenu net annuel du contribuable soumis au nouvel impôt. La commission a examiné ce qu'il fallait entendre par les mots « revenu net annuel », substitués par le Sénat aux mots « revenu annuel », insérés dans le texte de la Chambre. Elle a émis l'avis qu'en ce qui concerne les revenus de la propriété bâtie et non bâtie, le revenu net ne pourrait être que celui déterminé par les lois existantes en vue de la contribution foncière. »

M. Bonnevey s'est élevé contre cette interprétation en objectant qu'elle est absolument inadmissible parce qu'elle amènerait à créer, au détriment de la propriété foncière, une grave injustice et elle consacrerait un véritable privilège en faveur des porteurs de valeurs mobilières. Pour ceux-ci, il est entendu qu'ils doivent déclarer le revenu de ces valeurs, déduction faite des impôts qui les frappent. Lorsqu'il s'agira de maisons à loyer, de ces habitations ouvrières notamment, dont les charges sont si lourdes, parce que les locataires changent fréquemment de local, parce qu'il y a de nombreu-

ses réparations d'entretien à effectuer qui restent à la charge du propriétaire. Si ce texte était admis, ce serait le forfait de 25 %, qui, en tout état de cause, et quelles que soient les charges, devrait être admis.

M. Noulens, ministre des finances au moment du vote de la loi du 15 juillet 1914, s'est rallié aux objections judiciaires de M. Bonnevey et il a affirmé que le principe dominant du projet de loi que l'on discutait, était que le revenu imposable devait être le *revenu réel*. Par conséquent, lorsqu'il s'agit du revenu d'un immeuble loué, il faut, pour établir le revenu net, prendre le produit de la location et en déduire les charges supportées par le propriétaire. L'article 10 prévoit en particulier la déduction des impôts; mais les autres charges devront également être déduites du loyer brut.

L'esprit de ces déclarations a passé dans les termes du décret du 15 janvier 1916, qui, dans l'article 1, alinéa, 4, prévoit pour les propriétés foncières qu'il faut déduire du revenu brut : les frais de gestion, d'assurances, d'entretien et l'amortissement du capital immobilier à l'exclusion des sommes dépensées pour l'accroissement du capital.

Valeurs mobilières. — En ce qui concerne les valeurs mobilières, les dépenses à déduire pour déterminer le revenu net, sont les impôts dont la charge annuelle incombe au possesseur de ces valeurs (art. 10. 15 juillet 1914 décret 15 janv. 1916, art. 1, alinéa 5).

Exploitations agricoles, commerciales, industrielles et autres. — Pour arriver à fixer le revenu net de ces exploi-

tations, le décret du 15 janvier 1916 donne toute une énumération que nous croyons utile d'exposer, pour mieux saisir ce à quoi se réduit le revenu net.

Les dépenses effectuées en vue de l'acquisition et de la conservation du revenu sont : a) le loyer, ou si l'exploitant est propriétaire, la valeur locative des fonds sur lesquels porte l'exploitation agricole, commerciale, industrielle ou autre ; b) l'intérêt des capitaux prêtés à l'entreprise lorsque la personnalité de celle-ci est distincte de celle de l'exploitant ; c) les traitements, salaires et rétributions diverses payés aux employés, ouvriers et auxiliaires, ainsi que la valeur des avantages et des produits qui leur sont concédés en nature ; d) le coût des matières premières ; e) des frais généraux divers et les frais d'assurances ; f) le loyer du matériel et des installations n'ayant pas un caractère immobilier, ou si l'exploitant est propriétaire, les frais d'entretien et d'amortissement, en tenant compte de la nature et des conditions de l'exploitation, à l'exclusion des sommes dépensées pour donner une plus-value à l'outillage et de celles affectées à l'extension de l'entreprise ou à la constitution des réserves.

Toutes ces dépenses citées peuvent être facilement déterminées et calculées. Il y a pourtant un point qui est délicat à préciser, celui des sommes destinées à l'*amortissement*.

L'amortissement est un élément très élastique et, d'une entreprise à l'autre, peut-être conçu très différemment. L'arbitraire le plus complet règne dans la manière de composer les bilans d'une entreprise, l'importance des

amortissements dépendant essentiellement de la politique financière des dirigeants¹.

La pratique administrative a consacré cette opinion. Le ministre des finances, répondant à une question écrite, a affirmé que les taux d'amortissement des propriétés foncières, de l'outillage, etc., ne sauraient être fixés par voie de règle générale, car ils sont susceptibles de varier suivant la nature, la consistance, l'affectation et l'état d'entretien des immeubles ou des objets envisagés. (Réponse de ministère des finances *Jour. off.*, 21 mars et 12 avril 1916; *Gaz. Trib.* 1916).

De son côté, la loi est impuissante à intervenir et à imposer une règle en ce qui concerne l'établissement des bilans. Elle ne pourrait d'ailleurs pas s'immiscer dans une gestion, dont elle ne saurait assumer la responsabilité.

Il en résulte que le bénéfice d'une entreprise, c'est-à-dire son revenu, dépendra en grande partie de la manière dont sera établi son bilan. La différence entre le passif et l'actif variera suivant la prévoyance du directeur de l'entreprise, suivant son esprit d'initiative, qui se traduiront par les sommes qu'il consacrera à la conservation et au renouvellement de son matériel, au développement de ses moyens de production, — éléments qui sont affaire d'appréciation personnelle. Le rendement de l'impôt frappant le revenu de deux entreprises, accusant le même chiffre d'affaires, sera donc différent selon la composition du bilan de chacune de ses entreprises. Telle entreprise prospère ne distribuera que des revenus modiques

¹ Charles Manheim, *cit.* p. 83.

alors que telle autre, d'une prospérité égale, donnera des dividendes sensiblement plus élevés. Cette situation entraîne, un affaiblissement et un ébranlement de la fixité de l'assiette de l'impôt, en même temps qu'une injustice et une inégalité dans la perception de l'impôt.

Professions, emplois, occupations lucratives.— En ce qui concerne les professions, les emplois et toutes autres occupations lucratives, pour arriver à déterminer le revenu net il faut déduire du chiffre des appointements ou des gains en argent ou en nature, les frais de toute espèce et les dépenses que nécessite spécialement l'exercice de la fonction, de la profession, de l'emploi ou de l'occupation, ainsi que les retenues supportées et les sommes versées pour la constitution de pensions ou de retraites.

La rémunération ne sera pas toujours un revenu facile à définir, et en pratique, l'appréciation personnelle avec tout l'arbitraire qu'elle comporte, créera de nouvelles injustices, comme dans le cas exposé ci-dessus.

Les professions libérales entraînent des frais généraux comme ceux du loyer, ou des frais spéciaux, à l'exemple des bibliothèques pour les avocats ou les professeurs, des instruments et appareils pour les chirurgiens ou ingénieurs, qui seront déduits des recettes ou traitements exactement comme on a procédé pour les entreprises commerciales, industrielles ou agricoles.

D'autre part, les fonctionnaires de l'Etat ou des administrations privées jouissent souvent des avantages qui sont compris dans leurs traitements et qui doivent être calculés pour l'appréciation du revenu. On se trouvera devant des difficultés inextricables. Comment évaluer

le supplément du revenu représenté par le logement, la nourriture, une voiture, une carte de circulation des chemins de fer, un abonnement au téléphone¹, ou bien encore des frais de bureau, des frais de déplacements, qui, déduction faite des frais réellement dépensés, laisse une marge, constituant une pure gratification pour le bénéficiaire.

RICHESSSES IMPRODUCTIVES. REVENUS PSYCHIQUES. —

La question précédente nous amène à l'examen d'une autre difficulté, qui se pose pour les richesses improductives, celles qui n'engendrent pas de revenu ; telles que les collections artistiques de tableaux, de sculptures, de tapisseries, de vases, de vieux meubles, ou bien les bijoux, les fourrures, etc... ; objets qui représentent une grande valeur. Leroy Beaulieu, dans son évaluation de la fortune française, les apprécie environ à une vingtaine de milliards de francs.

Le revenu de ces richesses, que Seligman appelle : revenus de jouissance ou psychiques, consiste dans la sensation agréable ou le profit que l'individu en retire sous forme, non pas d'argent, mais de valeur estimable en argent. Et à l'égard de la difficulté de leur évaluation, il s'exprime ainsi : « non seulement, il n'y aurait aucun moyen de comparer le revenu psychique d'un individu à celui de son voisin, mais il n'existe pas de méthode connue pour déterminer la quantité du revenu psychique que quelqu'un possède². »

1. Ch. Mannheim, *cit.* p. 87.

2. Edwin R. A. Seligman. *L'impôt sur le revenu*. Trad. française par William Oualid. Paris 1913, p. 21.

Tel particulier qui a placé son argent dans des objets d'art qui représentent une fortune considérable et n'a conservé qu'un revenu lui permettant de vivre aisément paiera le même impôt qu'un contribuable ayant comme toute fortune un revenu identique au sien; alors qu'en réalité le premier est infiniment plus riche que ce dernier. Car le riche collectionneur se trouvant en dehors des prévisions de l'art. 10 de la loi du 15 juillet 1914, se trouvera à l'abri d'un impôt proportionnel à sa fortune. La loi, considérant les difficultés d'appréciation et d'estimation, qui sont inhérentes à la matière, s'est vraisemblablement refusée à s'engager dans cette voie.

DÉDUCTIONS. — Le revenu net, tel que nous venons de le dégager ne nous donne pas encore l'idée du revenu réellement imposable. D'après une note explicative du ministre des finances relative à l'application de l'impôt général sur le revenu (*journ. off.* du 23 janv. 1916), il résulte que le revenu imposable est formé par le produit total des différentes sources de revenus, gains et profits dont dispose chaque contribuable, sous déduction, d'une part des frais et dépenses qui grèvent spécialement chacune de ces sources, comme nous avons vu, et d'autre part, des charges affectant l'ensemble des revenus, savoir, d'après l'énumération contenue, dans l'art. 10 de la loi du 13 juillet 1914: 1° les intérêts des dettes et emprunts; 2°, les arrérages de rentes payées à titre obligatoire; 3° les contributions directes et taxes assimilées, 4° les pertes résultant d'un déficit d'exploitation dans une entreprise agricole, commerciale ou industrielle.

1^o *Déduction des intérêts des emprunts et dettes à la charge du contribuable.* — On déduit du revenu net les intérêts des emprunts et dettes à la charge du contribuable, parce qu'ils diminuent d'autant son revenu général et que le revenu est établi sur le revenu réel du contribuable. (Déclarations de M. Noulens, ministre des finances. Chambre 2^e séance du 12 juillet 1914, *Journ. off.* du 13., p. 2954-2955).

Il n'est pas douteux qu'il y a lieu de déduire du total net annuel des revenus dont dispose un contribuable, les libéralités, dettes et charges résultant d'engagements réguliers pris par lui aussi bien en faveur d'un particulier qu'envers l'Etat, les communes, les établissements publics et les œuvres d'utilité publique. Cela a été formellement reconnu par M. Aimond, rapporteur général de la loi au Sénat, et le ministre des finances sur une question posée par M. d'Estournelles de Constant (Sénat, 1^{re} séance du 4 juillet 1914. *Journ. off.* du 5, p. 1027).

2^o *Déductions des arrérages des rentes payées à titre obligatoire par le contribuable.* — Sur une question de M. Roulleaux-Dugage, posée le 1^{er} février 1916, M. le ministre de finances a répondu qu'on ne peut comprendre comme rentes payées à titre obligatoire et déduites du revenu net, conformément à l'article 10, 2^o, ni le montant des pensions viagères servies bénévolement à d'anciens employés ou serviteurs du contribuable, de ses parents ou prédécesseurs; ni les sommes consacrées en dehors de tout engagement par un particulier à des œuvres d'intérêt public, non plus que les gratifications accordées

annuellement en sus des traitements et salaires fixes, accordées par un patron à ses employés.

Mais si ces gratifications annuelles sont allouées en considération du travail exécuté et constituent réellement un supplément de salaire, elles peuvent à ce titre figurer parmi les frais de l'entreprise (*Journ. Off.* du 13 fév. 1916, p. 1231). Nous tenons à remarquer que la distinction sera plutôt délicate et difficile à établir.

Pareillement, les arrérages de rentes payés à titre obligatoire étant seuls compris dans les termes de l'art 10, l. 15 juillet 1914, il s'ensuit qu'un père de famille n'est autorisé à porter, en déduction, dans la déclaration de son revenu imposable, le montant de la rente qu'il sert à titre de dot à l'un de ses enfants qu'autant que la constitution de cette dot résulte, sinon d'une stipulation expresse au contrat de mariage, du moins d'un titre quelconque susceptible de faire foi en justice (Réponse du ministre de finances, *Journ. off.* 5 avril 1916; *Gaz. Trib.* 1916)

3^o *Déductions des impôts directs et des taxes assimilées acquilés par le contribuable.*—Les impôts directs rentrent dans la catégorie des charges que l'art. 10, l. 15 juillet 1914, range parmi celles qui sont à déduire du revenu brut global pour obtenir le montant du revenu imposable.

Mais la déduction prévue doit porter, selon la modification introduite par la loi du 25 février 1917, non seulement sur la contribution foncière, par exemple, mais aussi sur les taxes municipales ou départementales, à la

condition toutefois qu'il s'agisse d'impôts résultant de feuilles d'impositions, d'actes authentiques. Cela ressort nettement des explications, données par le rapporteur de la loi, en réponse à une question de M. le sénateur Hervey. (Sénat, 2^e séance du 4 juillet 1914, *Journ. off.* du 5 p. 1031-1032).

4^o *Déduction des pertes résultant d'un déficit d'exploitation dans une entreprise agricole, commerciale, ou industrielle.* Une des questions les plus importantes qui se soient posées à ce sujet a été celle de savoir si le contribuable peut réclamer une déduction de l'ensemble de ses revenus à raison d'une perte subie dans une exploitation déterminée, ou bien si les gains ou les pertes des différentes sources de revenu, se compensent entre eux, en un solde total positif ou négatif.

Le rapporteur de la commission de la législation fiscale a formulé ce principe que si l'on dispose à la fois de plusieurs sources de revenus, dans les cédules, les ressources étant considérées indépendamment les unes des autres, on aurait des revenus cédulaires qui seraient imposés, en cas de perte dans les autres cédules; tandis que dans l'impôt global, si une source de revenu produit et une autre fait défaut, on donne un déficit, le revenu imposable résulte en principe de l'excès du gain sur la perte. Il faut de plus se garder de commettre la confusion de considérer comme une insuffisance de revenu, une perte de capital (Chambre, 2^e séance du 1^{er} avril 1914, *Journ. off.* du 2. p. 2169).

Au sujet de propriétaires fonciers fut soulevée la question de savoir s'ils pouvaient déduire de leurs revenus

les pertes par eux éprouvées par suite du défaut de paiement des fermages, ces derniers étant souvent payés avec une ou plusieurs années de retard.

D'après les conclusions du rapporteur de la loi, il résulte que, si le contribuable n'a pas reçu ses loyers, unique revenu espéré, n'ayant aucun revenu, il déclarera zéro. (Sénat, séance du 6 juillet 1914, *Journ. off.* du 7. p. 1050).

Dans le même ordre d'idée, aussi bien au Sénat qu'à la Chambre, on conclut qu'il pourrait être tenu compte pour la détermination du revenu net des propriétés bâties de *vacances*, qui se seraient produites dans la location des logements. (Sénat, séance du 6 juill. 1914, *Journ. off.* du 7, p. 1051; Chambre, 2^e séance du 12 juillet 1914. *Journ. off.* du 13, p. 2960).

A la commission de législation fiscale, on a longuement discuté sur la signification précise qui devait être attribuée au mot « pertes ». S'agit-il seulement de pertes de revenu? Les pertes de capital doivent-elles être également comprises dans les déductions permises? D'autre part, faut-il comprendre dans ces mêmes déductions, les dépenses rentrant dans la catégorie de celles inhérentes à l'exercice de la profession, ou seulement et uniquement les pertes exceptionnelles, provenant de causes accidentelles?

En ce qui concerne les *pertes de capital*, il n'y a pas de doute, il ne peut s'agir d'elles. D'ailleurs la solution ressortait déjà des conclusions analysées précédemment du rapporteur de la loi.

Les pertes que le contribuable pouvait déduire, selon l'art. 10, n° 4, l. 15 juillet 1914, seront celles résultant d'un

déficit d'exploitation survenue à la suite de causes exceptionnelles (Avis, présenté par M. le député Renard au nom de la commission de la législation fiscale. Chambre, 2^e séance du 16 juillet 1914, *Journ. off.* du 11, p. 2876).

Admettre cette solution, c'était ouvrir la porte des abus et des fraudes que l'on pouvait commettre à l'abri de cette faculté laissée au contribuable de déduire ses pertes. Il résulte des débats qui eurent lieu à la commission de la législation fiscale, que ce droit de déduction des pertes n'est accordé qu'à ceux qui font une déclaration spontanée et qui justifient le chiffre et la nature des dettes et pertes dont ils demandent la déduction (note explicative min. fin. *Journ. off.* du 23 janvier 1916 § revenu imposable, alinéa 3). En sens contraire on a soutenu que la déclaration ne serait pas absolument nécessaire pour obtenir la déduction (Avis présenté par M. le député Renard, au nom de la commission de la législation fiscale, Chambre, séance du 10 juillet 1914, *Journ. off.* du 11., p. 2876, et amendement de M. Laudry, 2^e séance du 12 juillet 1914. *Journ. off.* du 13 p. 2969).

DÉDUCTIONS POUR CHARGES DE FAMILLE. — Le revenu net dégagé, la déduction des charges globales étudiées ci-dessus étant faite, on n'a pas encore le vrai revenu imposable. Il y a lieu de procéder à de nouvelles déductions pour charges de famille.

Les contribuables mariés ont droit, sur le revenu annuel, à une déduction de 2.000 francs.

En outre tout contribuable a droit sur son revenu annuel à une déduction de 1.000 francs par personne à sa

charge, si le nombre de personnes à sa charge ne dépasse pas cinq.

Pour chaque personne au delà de la cinquième la déduction sera portée à 1.500 francs (art. 12, l. 15 juillet 1914.

Actuellement ces déductions sont modifiées, en raison de la cherté de la vie, comme suit :

1° Les contribuables mariés ou les conjoints survivants non remariés et ayant des enfants, ont droit sur leur revenu annuel à une déduction de 3.000 francs ;

2° de 2.000 francs par enfant de moins de 21 ans à la charge des parents ;

3° de 1.500 francs par personne autre que les enfants, à la charge du contribuable. Toutefois quand le contribuable a plus de cinq personnes à sa charge, enfants compris, la déduction est portée à 2.000 fr. au delà de la cinquième personne. (art. 7, du 25 juin 1920, modifiant l'art. 12, l. du 15 juill. 1916)

Les déductions relatives au mariage, subissent par la loi du 25 juin 1920, une modification non seulement dans leur taux, mais dans leur principe même. La loi du 15 juillet 1914 considérait que cette déduction n'est justifiée que par la présence du conjoint dans le ménage. Elle était destinée d'une part à encourager les mariages et d'autre part à soulager le budget souvent trop chargé d'un foyer.

L'esprit de la loi se dégage d'une réponse à une question de M. le député Mequillet en date du 25 janv. 1916, du ministre des finances, qui a déclaré que la femme dont le mari est décédé dans le courant de l'année 1915 et qui est, de ce fait, personnellement imposable à partir du 1^{er} janvier 1916, ne peut bénéficier, pour la dite

année, de la déduction uniquement prévue en faveur des contribuables mariés. (*Journ. off.* du 5 fév. 1916. p. 1639).

La loi du 25 juin 1920, dans l'art. 7, alinéa 3, a étendu la déduction de 3.000 fr. en faveur des contribuables mariés, même au cas où l'un des époux serait décédé, alors que son conjoint ne s'étant pas remarié avait à sa charge un ou plusieurs enfants issus du ménage.

Par *personne à la charge du contribuable*, on comprend : 1^o les ascendants âgés de plus de soixante-dix ans ou infirmes ; 2^o les descendants ou enfants par lui recueillis, âgés de moins de vingt-et-un ans ou infirmes, à condition qu'ils n'aient pas des revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition du chef de famille qui les entretient (art. 13. l. 15 juill. 1914).

Que faut-il entendre par « revenus distincts » ? Le texte de la loi permettrait de considérer comme à la charge d'un contribuable tout membre de sa famille n'étant pas lui-même assujetti à l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire ayant moins de 6.000 fr. de revenu personnel, comme nous le verrons dans un instant.

Or, il est évident que ce n'est pas cette interprétation qu'il faut donner aux termes de la loi, car une personne, disposant d'un revenu de 6.000 fr., possède par elle-même des moyens suffisants d'existence.

Pour évaluer le revenu sur lequel on fera des déductions, il convient d'établir l'ensemble des revenus des membres de la famille qui se trouvent à la charge du contribuable, si la personne, qui se trouve à la charge du contribuable a un revenu de quelque nature que ce

soit, qu'entre dans la composition du revenu du chef de famille, c'est alors seulement que l'on pourra faire la déduction des 2.000 ou 1.500 fr. Si la personne en question a un revenu distinct, et qui ne sert pas de base à l'imposition du contribuable, la déduction n'aura pas lieu. C'est cette interprétation littéraire de la loi qui fut adoptée au Sénat (Argument tiré des déclarations de M. Paul Doumer, au nom de la commission des finances. Sénat. 2^e séance du 4 juill. 1914. *Journ. Offi.* du 5, p. 1042-1043)

EXONÉRATION.— Le contribuable n'est taxé, qu'après que les déductions mentionnées étant faites, le chiffre de son revenu dépasse la somme de 6.000 fr. (art. 14. l. 15 juill. 1914, modifié par l'art. 8. l. 25 juin 1920). Au-dessous de cette somme le contribuable est affranchi de tout paiement d'impôt; au-dessus, il y a lieu de procéder à des abattements dégressifs pour le montant desquels, nous renvoyons à la lecture de l'art. 8, de la loi du 25 juin 1920.

Cette exonération, qu'on appelle couramment « minimum d'existence » et qui est considérée comme un minimum intangible auquel ne sera attaché aucune contribution, se fonde sur l'idée que le droit pour l'Etat d'exiger l'impôt ne commence qu'à partir du point où le revenu dépasse ce qui est nécessaire à la conservation de la vie, de la santé, et de la capacité de travail de l'individu¹.

¹ *Handswörterbuch der Staatswissenschaften*, de Conrad, 3^e édit. V^e existenz-minimum, cité par Edgar Allix : *Traité élémentaire de Science des Finances et de législation financière française*. Paris 1921, p. 448.

En même temps, l'impôt global sur le revenu corrigera, par là, dans une certaine mesure, les impôts indirects dont la nature s'oppose à ce qu'il puisse être tenu compte de ce minimum d'existence pour le laisser hors d'atteinte ¹.

*
* *

REVENU LIBRE. CONCEPTION FISCALE DU REVENU. —

Nous avons terminé l'étude de la détermination du revenu imposable. Tel qu'il résulte de cet exposé, il se présente avec une physionomie qui lui est propre et que nous appellerons, la conception fiscale du revenu. Quelle est la place occupée par cette conception fiscale du revenu, dans la multitude de notions et de définitions du revenu que nous avons rencontrées?

La notion du revenu net, telle que nous l'avons dégagée ne nous donne pas une idée exacte de ce qu'est le point de vue fiscal; car, à son tour, le revenu net a subi une série de déductions. Il y a lieu de mettre en lumière une autre notion : celle du revenu libre « c'est-à-dire du revenu restant à l'individu pour sa propre jouissance, déduction faite des charges qui incombent à ce revenu, et qui l'empêchent de disposer du revenu pour ces besoins propres et réguliers² ». Ce serait l'argent frais qui resterait dans les mains du contribuable, après avoir déduit toutes ces dépenses inhérentes *ou non* à sa profession.

¹ Allix, *op. cit.* p. 448.

² Seligman, *op. cit.* p. 21.

Certes une pareille conception serait idéale, mais pratiquement elle conduirait à des abus. Le contribuable, dans ce système, pourrait déduire, non seulement les déductions que nous venons d'analyser, mais encore d'autres qui sont en dehors des termes des articles 10, 12, 13, l. du 14 juillet 1914, telles que des aides et subsides pour d'autres membres de la famille que les ascendants ou les descendants; des frais de médecins, de médicaments ou ce qui exigerait une cure pour lui ou un des siens qui aurait une mauvaise santé; des sommes qui seraient nécessaires pour réparer les suites d'un accident; l'argent qu'on dépenserait pour des frais de représentation ou celui qu'on consacrerait à des œuvres de bienfaisance, etc.. De cette façon, très souvent, le contribuable serait amené à ne rien déclarer du tout, car, ces déductions faites, son revenu fiscal se chiffrerait par zéro.

Pourtant la loi, dans une certaine mesure, tient compte, comme nous l'avons vu, de certaines charges qui grèvent le revenu global (fin art 10, l. 13 juillet 1914); des déductions qui sont accordées pour les contribuables mariés; d'autres pour les enfants et les ascendants, et qui sont déduites du revenu net.

La notion du revenu utilisée en vue de l'impôt, comme le dit Seligman, est donc une conception qui dépasse légèrement celle du revenu net et qui se rapproche légèrement du revenu libre.

Cette conception fiscale du revenu, ainsi que nous l'avons fixée, est-elle en antagonisme, ou est-elle différente

de la notion juridique du revenu? Lorsqu'il s'agit de savoir si telle somme est un capital ou un revenu, faut-il prendre un autre critérium que celui de la notion courante du revenu? Et quelle est cette notion?

DÉFINITION DU REVENU. CONCEPTION JURIDIQUE. — Etablir la définition de revenu est une tâche bien délicate et les opinions des auteurs ne sont pas concordantes à ce sujet.

1^o Irving Fisher, un distingué professeur américain d'économie politique, qui a consacré tout un ouvrage à la distinction entre le capital et le revenu, s'exprime de cette manière : « l'opinion économique dans cette importante matière est déplorablement confuse et pleine de contradictions. Bien des écrivains négligent d'établir une définition quelle qu'elle soit d'ailleurs, soit qu'ils trouvent la tâche trop ardue, soit que le concept leur paraisse trop clair pour avoir besoin d'être défini ¹ ».

Sa définition sur le revenu est toute brève : « le revenu consiste en services ² ». Il arrive à cette définition en simplifiant une autre, qui comprenait un terme en plus : « marchandises et services dont on peut jouir », — mais qui lui paraissait critiquable car ces deux éléments « marchandises » et « services » constituent un composé éterogène ; c'est ce qui résulte évidemment du fait que l'un est de la richesse concrète tandis que l'autre n'est qu'un usage abstrait de cette richesse. Pour réaliser l'homogénéité

1. Irving Fisher. *De la nature du Capital et du revenu*, traduit par l'anglais Savinien Bouyssy, p. 124.

2 Irving Fisher, *op. cit.*, p. 139.

on n'a qu'à exclure totalement « les marchandises » et restreindre le terme aux seuls usages.

Cette définition nous paraît trop générale et se rapprochant de la conception économique que nous avons déjà dégagée plus haut (p. 16). D'ailleurs, Irving Fisher, en développant sa pensée le dira lui-même plus loin, le revenu du capital est ce que ce capital rapporte à son propriétaire, quelle que soit la forme du bénéfice¹. » Cette définition nous aiderait difficilement pour établir la différence entre le capital et le revenu..

2^o Gustave Schmoller a mis en lumière un autre caractère du revenu. D'après sa doctrine, le revenu a la particularité de ne pas altérer le capital qui le fournit.

En complétant la définition du revenu de Herman, il formule la sienne ainsi : « le revenu est la somme des biens économiques qu'une personne peut dans un certain temps et sans diminution de sa fortune, employer à satisfaire ses besoins¹ ».

Seligman suit cette conception de près, d'après lui d'une façon étroite, le revenu, en tant qu'opposé au capital désigne la quantité de richesses qui affluent pendant une période définie et qui est à la disposition du propriétaire en vue de sa consommation, de sorte que la consommation n'entame en rien son capital².

Il nous semble que cette conception est encore trop large et ne saisit pas l'élément essentiel de la notion du

1 Gustav Schmoller. *Die Lehre von Einkommen in ihrem Zusammenhang mit den Grundprincipien der Steuerl're*. Zeitschrift für die Gesamte Staatswissenschaft, année 1863 vol. XIX, p. 1-19.

2 Seligman, *op. cit.* p. 20.

revenu. Un lot échu au possesseur d'une valeur à lot, le gain accidentel d'une spéculation de bourse, un legs etc., sont des richesses que le propriétaire peut consommer, sans entamer en rien son capital primordial. Peut-on cependant les considérer comme des revenus?

Si l'on objectait que ces richesses sont des capitaux et que ce ne sont que leurs intérêts qui représentent un revenu, parce que eux seuls n'entament pas le capital, on pourrait répondre, en quoi ces richesses citées sont-elles différentes, des intérêts d'une créance, des loyers d'un immeuble ou des fermages d'une terre?

3^o Nos préférences vont vers un autre groupe de définitions, dont le promoteur est l'économiste Adolphe Wagner, qui met en avant le caractère, de périodicité, de régularité, de renouvellement des fonds à rentrer.

Le revenu serait la somme des biens économiques qui, au bout de certaines périodes, viennent régulièrement et par suite avec l'aptitude à se répéter comme purs rendements d'une source permanente, s'ajouter de nouveau comme patrimoine¹.

Nous citerons encore une autre définition, donnée par Frantz Guth, qui embrasse en plus, le trait caractéristique au deuxième groupe de définitions, celui de ne pas diminuer le capital.

« On appelle revenu tout accroissement du capital, provenant d'une source avec une certaine régularité, celui qui le perçoit peut en jouir, le dépenser ou le dissiper de quelque manière que ce soit sans amoindrir son fonds.

1 Adolph Wagner. *Grundlegung*, 1^{re} édit. p. 96 et 97.

Les gains de loteries, les aumônes précaires et les cadeaux ne sont pas, par conséquent, un revenu, mais au contraire sont un revenu les aumônes et les cadeaux qui se fondent sur un titre déterminé¹.

C'est dans la périodicité que réside selon nous la distinction entre le revenu et le capital. Nous croyons que c'est une notion essentielle du concept du revenu.

Le revenu ainsi défini se confond avec la *conception juridique du revenu* qui est celle de *fruit*² « produit qu'une chose peut fournir à des intervalles réguliers, sans diminution de sa propre substance³ ». Nous verrons dans cette assimilation une garantie contre l'arbitraire qui pourrait s'introduire pour apprécier si une somme est un revenu ou non.

Les tribunaux se prononcent également, dans le sens de l'analogie de la notion, de revenu avec celle de fruit. Ainsi un jugement du tribunal civil de Cognac, confirmé par la Cour d'Appel de Bordeaux, en matière d'usufruit disait : « attendu que le mot fruit indique l'idée de *revenu* et suppose une perception annuelle ou périodique », (Trib. Civ. Cognac, 27 juillet 1869, rapporté sous Bordeaux, 5 juillet 1870, D. 71.2, 174-175).

Le Conseil de préfecture, du 30 septembre 1917 affirmant que le lot n'est pas un revenu et par conséquent, doit échapper à l'impôt général sur le revenu, donnait l'argu-

1 Frantz Guth. *Die Lehre von Einkommen in dessen Gesamtheit*. Leipzig, 1878, p. 62.

2. « Le caractère essentiel des *fruits* étant de constituer pour l'homme un *revenu*, une source périodique et renouvelée, un moyen de satisfaction pour les besoins renaissants de l'Existence humaine ». Labbé, note publiée sous R. q. 14 mars 1877, S. 78.1.5.

3. Planiol. *Traité élémentaire de Droit civil*, 5^e édit, t. I., n° 2779, p. 907

ment suivant : « Au sens de la loi de 1914, et suivant la jurisprudence créée par un arrêt de la Cour de Cassation du 14 mars 1877, D. 77. 1. 353), le revenu n'est, pour le contribuable possesseur, que le produit envisagé à des périodes déterminées et successives, soit du capital soit du *travail* et totalisé pendant l'année qui précède l'imposition », (Rapporté par M. Labouchère, dans ses conclusions, au Cons. d'Etat, 28 janvier, 1921, D. 1921, 3.9-11).

Et enfin l'arrêt de la Cour de Grenoble du 20 mars 1876, rejeté par la Cour de Cassation, affirme : « attendu que l'usufruitier, qui n'a droit qu'aux fruits civils ou *revenus annuels*, échus devant son usufruit », (Cass. Req. 14 mars 1877, D. 77.1.353-355).

REVENU PROBABLE. — La caractéristique de la périodicité du revenu engendre normalement une autre, celle de la prévision. Cela conduira à énoncer, un terme nouveau, celui de revenu probable, qui viendra s'ajouter à la riche nomenclature, des différentes espèces de revenu que nous avons rencontrées.

Le revenu probable ou le revenu espéré, est celui que l'on espère toucher¹. Cette notion correspond à la nécessité où l'on se trouve d'envisager à l'avance l'administration de son revenu. On est obligé si l'on veut gérer un revenu quelconque, de se représenter à l'avance la manière dont ce revenu sera perçu au cours d'un certain nombre de mois.

Il ne sera pas fait état de cette notion du revenu, parce que le revenu probable n'est pas le *revenu réel*, le re-

1. Ch. Rist, *Cours cit.* p. 17-18.

venu véritable que l'on touchera effectivement. Survienne une circonstance imprévue, une guerre, une crise, un accident, un incendie et le bénéficiaire sera empêché de toucher effectivement son revenu.

D'ailleurs au cours des débats qui ont eu lieu, lors du vote de la loi, il fut répété à plusieurs reprises, que le principe dominant du projet était que le revenu imposable doit être le revenu réel ¹. De l'article 10, même de la loi du 15 juillet 1914(dernier alinéa) qui réglemente que le revenu imposable sera déterminé chaque année d'après le produit des diverses sources de revenus, pendant la précédente année, il ressort qu'il s'agit de revenu effectivement échu, du revenu réel.

Le revenu tel, que nous le concevons, est-il en opposition, ou y a-t-il antinomie entre lui et la conception fiscale du revenu, comme on l'a soutenu ². ?

Nullement, nous croyons même que la question ne doit pas se poser de cette manière. S'il y a un point de vue fiscal au sujet de l'imposition sur le revenu, c'est parce que les dispositions de la loi se présentent en tenant compte de déductions pour enfants et ascendants, avec une physionomie propre, toute spéciale; mais cette idée ne constitue pas un critérium pour déterminer ce qui est revenu et ce qui est capital, par conséquent ce qui sera

1 Déclarations du ministre des finances. Chambre, 2^e séance du 12 juillet 1914, *Journal officiel* du 13, p. 2954-2955; Déclarations du rapporteur général de la loi. Chambre 2^e séance du 1^{er} avril. *Journal officiel* du 12, p. 2169.

2. « Les principes admis en matière de droit civil n'influent pas nécessairement sur les modalités d'applications des lois fiscales ». (Argumentation du ministre des finances. *Cons. d'Etat*, 28 janvier 1921, D. 1921. 3.9-12.)

imposé ou non. Cela n'est, — si l'on nous permet l'image, — qu'un cadre qui embrasse la plus grande partie de l'ensemble des revenus, tout en laissant quelques sommes en dehors de son domaine, et qui pourtant ne sont pas moins des revenus.

Pour constituer la masse totale du revenu d'un contribuable, il est nécessaire de se servir de notions nettes, précises, scientifiques, qui soient un guide sûr pour la solution des différentes difficultés que pourrait susciter l'application d'un impôt établi sur le revenu. La conception juridique, à laquelle nous nous sommes arrêtés, nous semble réunir ces qualités.

Voici traduites par quelques exemples concrets les conséquences de cette conception juridique au point de vue de l'application de l'impôt général sur le revenu.

a) Une personne a une forêt, un bois qui est aménagé. Il coupe, par exemple, chaque année 10 hectares. Ayant fait de mauvaises affaires, il peut être mis dans l'obligation de faire faire en une seule année 10 coupes à la fois. Il est en droit dans ce cas de ne déclarer qu'une seule de ces coupes, car elle seule constitue son revenu annuel, les neuf autres, représentant du capital et non pas du revenu échappent par conséquent à l'application de l'impôt global sur le revenu.

b) La même solution devrait être donnée lorsqu'il s'agira de la vente d'un fonds de commerce, car cela représente du capital.

c) Pareillement l'argent touché pour une expropriation est un capital et non un revenu. Ce qu'il faut déclarer, c'est le revenu de cette somme une fois placée.

Toutes ces conclusions concordent en tout avec le point de vue financier¹.

d) Nous prendrons, comme dernier exemple, les sommes versées pour une assurance. Les assurances peuvent être faites dans des buts variés. Nous les classerons en deux groupes : assurances indemnités et assurances de personnes.

1° Les assurances indemnités comprennent tous les contrats par lesquels une personne s'assure contre les conséquences d'un événement pouvant causer un dommage à son patrimoine : incendie, grêle, mortalité des bestiaux, vol, faits engageant sa responsabilité, (délits ou quasi-délits, risques professionnels).

Dans ce genre d'assurances, l'assuré, moyennant une prime périodique qu'il s'est engagé à payer à l'assureur est indemnisé par le versement, généralement unique, d'une somme d'argent.

Les primes sont périodiques et sont habituellement prélevées sur le revenu de l'assuré¹. Cependant l'assurance versée comme indemnité est un capital nouvellement

1. Hitier. *Cours de législation financière*. Doctorat, Paris 919-20, p. 270.

1. En matière de contrat de mariage, certains arrêts, disent que la récompense n'est pas due à la communauté si, eu égard à leur modicité et à leur périodicité, les primes peuvent être considérées, non comme un capital détourné par le mari de son patrimoine, mais comme un prélèvement sur les revenus ordinaires courants dont le mari avait la libre disposition. (Amiens 18 mai 1897, D.-98, 2, 369, note de M. Dupuich, Paris 8 mars 1911, D. 1912, 2.231, note de M. Dupuich)

créé¹ qui ne fait que prendre la place du capital, au sujet duquel le risque s'est produit. Il nous semble qu'en tant que capital, l'assurance payée doit échapper à l'impôt général sur le revenu.

2^o Dans les assurances de personnes, on comprend les diverses formes de l'assurance sur la vie, assurance en cas de décès, ou assurances à terme; l'assurance contre les accidents qui peuvent frapper l'assuré; l'assurance contre la maladie ou l'invalidité.

La pratique des sociétés d'assurances est de payer à la survenance de l'événement stipulé, la somme fixée en capital. La question au point de vue de l'application de l'impôt sur le revenu, se pose dans les mêmes termes que pour les assurances indemnités.

Une réserve doit être faite lorsque le paiement de l'assurance est périodique. Les sommes touchées par l'assuré ou le bénéficiaire revêtent dans ce cas le caractère de revenus.

La question est d'ailleurs purement théorique, car les sommes stipulées en pareils cas sont généralement modiques. Les indemnités calculées à raison de tant de francs par jour, — si l'invalidité est temporaire, — ou représentant un certain revenu annuel, — si l'indemnité est permanente, — ne constituent dans tous les cas qu'un minimum d'existence et restent par conséquent en dehors de tout chiffre imposable.

1. Colin et Capitant, *Cours élémentaire de droit civil français*, 2^e édit. t. II, p. 689. « La somme versée par l'assurance est une valeur, qui n'a jamais appartenu à l'assurée ».

*
* *

§ 2. CONTROVERSE AU SUJET DE LA NATURE JURIDIQUE DE QUELQUES RENTRÉES DE FONDS. — Une seconde difficulté dans la distinction entre le capital et le revenu provient de la structure de certaines rentrées de fonds.

Les rentes viagères, les annuités terminables quoique constituées en partie avec du capital, présentent un caractère de périodicité et de régularité qui est propre aux revenus; alors que les valeurs à lots, à primes, les fonds de réserve constituées avec des bénéfices non distribués en dividende, les plus-values d'un fonds de commerce, acquises avec des bénéfices produits par le fonds même, les intérêts capitalisés, qui ont l'apparence de capitaux, sont pourtant constitués par des intérêts accumulés.

Ce double aspect a engendré des confusions dans les esprits et des incohérences dans la pratique.

Ainsi au sujet des valeurs à primes ou à lots, le ministre des finances dans une réponse écrite a dit : « dans la déclaration de l'impôt sur le revenu on ne comprendra pas la prime ¹ ». De sorte que celui qui bénéficie d'une prime de remboursement n'aurait pas à en tenir compte; mais par contre il devrait comprendre, dans sa déclaration, le lot. Cela n'a pas de sens, s'exprime M. Hitier à son cours, c'est plutôt le lot qu'il faudrait exempter. La solution de l'administration est illogique.

Tous les cas énumérés ci-dessus feront l'objet de notre second chapitre.

1. Hitier. *Cours cit.*, p. 271.

Une doctrine a soutenu que certaines rentrées de fonds formées par des intérêts accumulés seraient des revenus. Nous voulons réserver une critique à part à cette doctrine basée sur la provenance et la nature des sommes qui les composent, étant donné la grande importance qu'elle présente pour la question qui nous occupe.

Les primes, dit-on dans ce système, représentent de l'intérêt qui a été économisé et qui dans une certaine mesure a été bloqué. En effet dans les valeurs à primes de remboursement, l'intérêt est moindre; c'est pourquoi quand une valeur à prime se trouve à la fois dans les mains d'un propriétaire et d'un usufruitier, celui-ci revendique cette prime.

Quand il s'agit d'un lot c'est la même chose : le lot est réalisé sur l'ensemble des participants à la loterie; l'intérêt est beaucoup moindre; avec l'économie ainsi réalisée, on fait un gros lot. C'est donc de l'intérêt économisé, et on est en droit, conclut-on, de le considérer, dans une certaine mesure comme un revenu ¹.

Nous refutons cette opinion, non seulement en ce qui concerne les primes et les lots, — au sujet desquels nous reviendrons ailleurs, — mais d'une façon générale pour toute somme formée par des intérêts accumulés.

A notre avis, la manière dont est composée une somme qui échoit à un individu, n'entre en rien dans l'appréciation juridique de sa qualité, de revenu ou de capital. La nature juridique d'un bénéfice est déterminée par les caractères propres qu'il présente dès qu'il est réalisé;

1. Hitier, *Cours cit.*, p. 24.

elle ne saurait être modifiée par la façon dont ce bénéfice s'est formé; non plus qu'elle pourrait l'être, — si toutefois la comparaison nous est permise, — par ses transformations éventuelles.

Les procédés par lesquels une institution de crédit arrive à remplir ses engagements ne sont qu'une question de pratique financière intérieure ne regardant que la gestion de son patrimoine.

A ce sujet, M. Levy Ullman, dans son *Traité des obligations à primes et à lots*, enseigne : « qu'importe au titulaire de l'obligation remboursée la provenance du capital supplémentaire qui lui advient?... cela est pour lui de peu de considération... le procédé grâce auquel son débiteur se trouve en mesure de lui fournir son bénéfice ne saurait le regarder en aucune façon¹ ».

La jurisprudence est dans le même sens. Un considérant de la Cour de Grenoble, du 20 mars 1876 porte : « quelles que soient les combinaisons à l'aide desquelles les compagnies qui émettent des obligations avec primes de remboursement, ou lots, équilibrent au point de vue de leur intérêt, les bénéfices et les charges des emprunts qu'elles contractent, c'est dans les conditions annoncées par elles et acceptées par les souscripteurs qu'elles se répartissent les avantages qu'elles leur offrent entre les intérêts proportionnels au capital normal de l'obligation et l'accroissement qu'obtient au remboursement, le capital d'émission » (Sous-Com. Rep. 14 mars 1877 D. 77-1.353).

1. Levy Ullmann. *Traité des obligations à primes et à lots*, p. 101, et voir aussi, p. 103. Comp. Amiaud. *Traité théorique et pratique des comptes de réserve dans les Sociétés par actions*, 2^e édit., n° 177 et suiv).

La Cour de Cassation a posé nettement le principe. En matière civile de communauté réduite aux acquêts au sujet de la détermination des biens propres et des biens communs, elle décide que : « lorsqu'une société a le droit aux termes de ses statuts, de préempter les actions vendues par ses membres les actions ainsi préemptées accroissent le fonds commun et augmentent d'autant la part de chacun des associés dans l'actif social.

La circonstance, alors même qu'il serait prouvé en fait que des sommes provenant d'économies réalisées sur les revenus auraient été déboursées pour cette préemption, ne ferait point perdre à ces valeurs leur *nature de capitaux*, et de quote-part de la propriété du fonds social (Req. 14 mars, 1877 D. 77. 1.353).

Spécialement, au point de vue de l'application de l'impôt global sur le revenu, la question est fort importante. M. Labouchère, dans ses conclusions au Conseil d'Etat ne manqua pas d'en signaler la gravité. « Si vous adoptez, dit-il, cette manière de voir, vous ouvririez la plus redoutable fissure dans l'armature de l'impôt sur le revenu, et vous rendriez toute facilité à l'évasion fiscale. » (Conclusions Sous. *Cons. d'Etat*. 28 janv. 1911. D. 1921-D. 3.9-14).

Malgré cette critique alarmante, nous voyons que lorsqu'il s'agit de l'application de l'impôt général sur le revenu, il faut avoir toujours présent à l'esprit, que cet impôt est un impôt personnel, c'est-à-dire qu'il ne frappe pas la richesse d'une manière objective, intrinsèque, là où elle pourrait se trouver et sous n'importe quelle forme qu'elle se présenterait, mais seulement dans

la personne du contribuable et en tant que constituant un revenu dans son patrimoine.

La jurisprudence du Conseil d'Etat, a confirmé avec beaucoup d'autorité la doctrine, soutenant qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à la provenance des derniers pour déterminer si une somme est capital ou revenu.

« L'impôt général sur le revenu étant établi sur la personne du contribuable et devant être calculé eu égard aux sommes qu'il reçoit à titre de revenus; les procédés financiers employés par l'emprunteur pour réunir les fonds destinés au payement d'un lot ne peuvent, au regard du bénéficiaire de ce lot, faire envisager la somme reçue par lui comme une accumulation d'intérêts réservés, ni lui donner, par suite, le caractère d'un revenu.» (28 janv. 1921. D. 1921. 3. 9).

*
* *

§3. SITUATION DIFFICILE CRÉÉE PAR LA JURISPRUDENCE FONDÉE SUR LA LOI DU 29 JUIN 1872. — Une troisième source de difficultés dans la détermination des sommes quidoivent être frappées par l'impôt global sur le revenu se trouve dans la jurisprudence qui s'est formée pendant plus de 50 ans, par l'application de la loi du 29 juin 1872.

Certains cas, au sujet desquels il s'agira de savoir si l'impôt global sur le revenu leur sera applicable ou non, se sont déjà présentés devant les tribunaux, au sujet de l'interprétation de la loi du 29 juin 1872. Ils ont été tranchés presque unanimement d'une manière favo-

ble aux intérêts du fisc. Entre ces solutions et celles à donner en matière d'impôt global sur le revenu, on serait tenté d'établir une analogie. Ce serait faire fausse route, croyons-nous. Le champ d'application de la loi du 29 juin 1872 étant beaucoup plus vaste que celui de la loi du 15 juillet 1914, on ne peut pas étendre à cette seconde loi la jurisprudence appliquée à la première..

LOI DU 29 JUIN 1872. — Aux termes de l'art 1^{er} de la loi du 29 juin 1872, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières consiste en une taxe annuelle et obligatoire établie :

1^o Sur les intérêts, dividendes et *tous autres produits* des actions de toute nature des sociétés, compagnies ou entreprises quelconque, financières, industrielles, commerciales ou civiles ;

2^o Sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés, compagnies ou entreprises ci-dessus désignées ;

3^o Sur les intérêts produits et bénéfices annuels des parts d'intérêts et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions.

Il résulte pleinement des termes de cette loi que son champ d'application est beaucoup plus étendu que celui de l'impôt général sur le revenu. La loi ne parle pas seulement des intérêts, dividendes, arrérages, mais de « *tous autres produits des actions.* » Ce que comprendra en plus les lots, les primes et même toute distribution aux actionnaires, en fin de société, de valeurs en excédents du

montant des apports sociaux. (Maguéro *Traité alphabétique des droits d'enregistrement*, t. 3, v^o impôt sur le revenu, n^o 180 et la jurisprudence exposée plus bas, p. 57).

Malgré les termes larges de la loi et l'interprétation logique qui en découle, on s'était demandé, sous l'empire de la loi du 29 juin 1872, si les lots et les primes étaient passibles de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. La question a été définitivement tranchée par l'art. 5 de la loi du 21 juin 1875, qui les a assujetties expressément à l'impôt.

A d'autres points de vue les termes de la loi sont également très généraux. Le mot « emprunts » ajouté intentionnellement au mot « obligations » dans le § 2 de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872, indique que l'impôt s'applique non seulement aux revenus des obligations proprement dites, mais encore aux intérêts des emprunts de toute nature, contractés sous quelque forme que ce soit¹. (Req. 2. déc. 1890, D. 91, 1, 420, pour les emprunts hypothécaires; Req. 13 juill. 1892. 5. 93. 1. 153).

En ce qui concerne la forme des titres, la loi du 29 juin 1872 ne parle expressément que des actions et des obligations. Mais en dehors de ces deux sortes de valeurs mobilières, il en existe une troisième; ce sont les *parts de fondateurs*, appelées aussi *parts bénéficiaires*. Ces titres, qui tiennent une place intermédiaire entre les actions et les obligations, sont une création de la pratique non prévue ni réglementée par le législateur²; il s'agis-

1. J. Caillaux, *Les impôts en France*, t. I, Paris 1904, p. 301.

2. Wahl, *Les parts de fondateur*, n^o 1; Houpin, *Traité de sociétés civiles et commerciales*, 4^e édition, t. I, n^o 359, p. 292.

sait de savoir s'ils entraient dans les prévisions de la loi de 1872.

Les tribunaux ont statué qu'au point de vue fiscal, les parts de fondateur doivent être assimilées aux actions et que les dividendes qui leur sont attribués sont passibles de la taxe du revenu. (Seine, 16 déc. 1912, *Rep. per.* 1913, n° 12.889; Valenciennes 16 oct. 1913, *Rep. per.* 1913 n° 13.061; Lyon, 15 juin 1915, *Journ. Soc.* 1919, p. 116; Trib. civ. Seine, 10 déc. 1915, *Journ. Soc.*, 1919, p. 126; Trib. civ. 21 mars 1918, *Journ. Soc.* 1921, p. 131).

Conditions d'exigibilité de l'impôt. — Deux conditions sont nécessaires pour que l'impôt soit exigible : l'existence d'un bénéfice et sa distribution.

1° Il faut d'abord qu'il y ait un *bénéfice*. Par bénéfice on entend les valeurs qui passent du patrimoine de la société dans celui des porteurs de titres. (Cass. 2 juill. 1899. S. ; 1900. I. 145. note de M. Walh et D. 1900 I. 185), et dont l'objet n'est pas le remboursement du capital souscrit.

Ainsi la Cour a décidé qu'il n'y a pas de distribution de bénéfice et que la taxe de 4 %, instituée par la loi du 29 juin 1872, cesse d'être due, si au lieu de correspondre à une plus-value, à un accroissement du fonds social, la répartition opérée entre les associés constitue un amortissement du capital, ayant pour effet de restituer aux actionnaires une partie ou la totalité de leur apports (Trib. civ. Seine. 4 janv. 1878, D. 79. 2. 23 et *Journ. Enreg.* art. 20649; Rev. 2 juillet 1894. D. 94. 1. 518; Cass. 11 janvier 1899. D. 1900. 1. 385; Req. 15 novemb. 1899. D. 1900. 1. 187 et note de M. Besson; et

la *Doctrine*. Lyon-Caen et Renault. *Traité de Droit Commercial*, 3^e édit. t. 2. p. 388 et 548; Besson. *Traité pratique de la taxe de 3 pour 100 sur le revenu*, n^o 81; Garnier. *Répertoire général de l'enregistrement*, 7^e édit. v^o Impôt sur le revenu, n^o 33-3^o).

D'autres arrêts ont décidé que la taxe sur le revenu, n'est pas exigible et qu'il n'y a pas distribution de bénéfices lorsque le rachat de parts de fondateur a été payé au moyen des somme obtenues par l'émission d'actions nouvelles. (Cass. Civ. 19 nov. et 17 déc. 1906, D. 1907, 1. 353 note de M. Binet; Cass. 7 nov. 1910. D. 1911.1. 145, note de M. Malepeyre; Melun, 11 juill. 1913. *Rep. per.* 1913 n^o 1302).

Cette jurisprudence soumet l'exigibilité de l'impôt à la condition nouvelle, que les sommes employées à la distribution proviennent de bénéfices réalisés par la société.

L'opinion de la Cour de Cassation, paraît critiquable à un double point de vue : d'abord elle est contraire à la jurisprudence de la cour elle-même, qui, comme nous le verrons, déclare la taxe applicable à tous les produits de l'action sans distinction à raison de l'origine ou de la nature des produits; ensuite elle ne tient pas compte que l'existence du bénéfice doit être appréciée, non par rapport à l'actionnaire comme le pense la Cour, mais par rapport à l'actionnaire. La taxe n'est pas établie sur les bénéfices de la Société, mais bien sur le revenu, sur le bénéfice de l'actionnaire. (Seine, 1^{er} juill. 1892. *Rep. per.* n^o 7918; v^o art. au sujet des parts de fondateur dans les Sociétés par actions. *Rep. per.* 1908, n^o 11.668. p. 526; *Contra* la note de M. Malepeyre sous Cass. 7 nov, 1910, précité).

2° Il faut ensuite qu'il y ait *distribution*, c'est-à-dire transmission par la société aux porteurs de titres d'une valeur en argent ou d'un équivalent. C'est cette appropriation individuelle par chaque actionnaire de sa part dans les bénéfices qui constitue la cause déterminante, le fait générateur de l'impôt. Peu importe, d'ailleurs, la forme sous laquelle se réalise la distribution de bénéfice, qu'elle soit directe, indirecte ou par compensation; qu'elle résulte d'un paiement en numéraire ou de l'attribution d'un équivalent; en toute hypothèse, la distribution des produits sociaux justifie la réclamation de la taxe¹.

Mais il n'y a pas de distribution de dividende ou d'intérêt, aussi longtemps que les bénéfices mis en réserve, n'y sont pas distribués entre les actionnaires. (Req. 26 déc. 1887. D. 88. 1. 265; et S. 89. 1. 87; Req. 15 nov. 1899, 1899. D. 1900. 1. 187 et S. 1900. 1. 145, note de M. Wahl; Civ. rej. et Cass. 11 janv. 1899. D. 1900. 1. 385).

JURISPRUDENCE BASÉE SUR LA LOI DU 29 JUIN 1872. — De ces principes, la pratique déduit des conséquences importantes :

L'exigibilité de la taxe résultant uniquement du signe extérieur qui consiste dans la distribution, il n'y a jamais lieu de se préoccuper de l'origine ou de la nature des revenus distribués. (Cass. Req. 28 oct. 1890 D. 91. 1. 218 et S. 91. 1. 180, note de M. Wahl; Seine 1^{er} juillet 1892. *Rep. per* n° 7918; Req. 27 nov. 1901. D. 1903. 1. 475; Req. 15 avril 1902. D. 1903. 1. 441; Req. 22 fév. 1904. D. 1905. 1. 361 Req. 21 juin 1904. D. 1908. 1. 521).

1. Besson. Note publiée sous Req. 24 juillet 1899, D. 1900, 1, 185.

a) *Fonds de réserves*.—Conformément au principe posé, la jurisprudence constante de la Cour de Cassation, suivie presque unanimement par les tribunaux secondaires décide que, si une société affecte une partie de ses réserves à l'augmentation de son capital social et crée, en représentation de cet accroissement de capital, de nouveaux titres qu'elle attribue à ses actionnaires dans la portion de leurs droits sociaux, cette opération constitue une distribution indirecte de bénéfices donnant ouverture à la taxe sur le montant des réserves capitalisées. (Cass. Rev. 7 juin 1880, 2 arrêts. D. 80, 1. 465 et *Rep. per.* n° 5505 et 5332, rapport de M. Voisin: Seine 18 mai 1901, *Rep. per.* n° 10245; Req. 22 fév. 1910, D. 1905. 1. 361 et *Rep. per.* n° 10709; Seine 31 janv. 1910, *Rep. per.* n° 12517; Marseille, 29 juin 1910, *Req. per.* 12.292; Seine 13 déc. 1910, *Rep. per.* 12357. Rev. 3 avril et 24 juil. 1911. D. 1. 489; Versailles 23 nov. 1906 et Req. 14 janv. 1913, *Rep. per.* 12729 et *Rev. Soc.* 1915 p. 102).

Cette jurisprudence a été expliquée par M. le Conseiller Voisin, dans son rapport sur les affaires qui ont motivé les deux arrêts, du 7 juin 1880 l. précités qui faisait remarquer que, au moment où l'assemblée générale des actionnaires décident de prélever une certaine somme sur les réserves, c'est-à-dire sur les bénéfices accumulés, pour en augmenter le capital et par suite les apports individuels des associés, il faut forcément que la somme ainsi distribuée des réserves ait passé ne fût-ce qu'un instant de raison, sur la tête de chaque actionnaire, que la propriété en ait été conférée aux associés; sans quoi ceux-ci n'auraient pu en disposer pour en faire l'objet

d'un nouvel apport personnel. Il y a donc en appropriation « *brevi manu* » des bénéfices avant leur affectation au capital; et cette appropriation entièrement assimilable à une distribution effective, entraînait fatalement l'exigibilité de la taxe de 4 pour 100.

Malgré cette jurisprudence bien établie, un certain nombre de sociétés ont réuni leurs efforts pour provoquer sur ce point un revirement dans la jurisprudence.

Deux tribunaux ont accueilli favorablement cette tendance. Ils ont jugé contrairement à la jurisprudence constante de la Cour que lorsqu'on a remis des obligations en représentation de réserves accumulées par voie de prélèvement sur les bénéfices, aux membres d'une société, cette opération ne peut être considérée comme entraînant une répartition indirecte de bénéfices donnant ouverture à la taxe de 4%. Puisque : loin d'être distribuées, argumentaient ces tribunaux, les réserves prélevées se trouvent immobilisées au profit de la société et ne sortent pas de ses caisses; et que d'autre part les associés ne retirent, de ce fait, aucun avantage réel, la délivrance aux associés de nouvelles actions correspondant à la portion des réserves incorporée dans le capital, ne leur procurant aucun avantage pécuniaire, car si le droit social de chacun d'eux se trouve représenté maintenant par plusieurs titres au lieu d'un, ces titres ne donnent droit qu'à la même quote-part du fonds social et qu'en fait, leur valeur vénale en bourse est restée sensiblement la même que celle qu'avait, avant l'opération, le titre unique primitif. (Lille 17 mai 1912, *Rep. per* 1913. n° 12673; Saint-Quentin 6 mai 1914, n° 13.296, et la *Doctrine*, cité *infra*. ch. II. p. 92-93).

b) *Intérêts capitalisés*. La seconde conséquence tirée par la jurisprudence concerne les intérêts capitalisés. Ainsi la Cour de Cassation a décidé que lorsqu'une société délivre aux associés, pour leur tenir lieu des intérêts échus de leurs actions des bons négociables, la société procédait à une distribution de ces intérêts, au sens attaché à ce mot par la loi du 29 juin 1872, et que la taxe était exigible de ce chef sur les intérêts ainsi capitalisés. (Civ. Cass. et rej. 2 juillet 1890, quatre arrêts. D. 91. 1. 377; Req. 2 déc. 1890 D. 91. 1.420; Civ. réj. 26 oct. 1892. D. 93. 1. 257; Req. 24 juill. 1899. D. 1900. 1. 185. note de M. Besson; Req. 13 juill. 1892. S. 1. 153. note de M. Wahl; Cass. Civ. 3 déc. 1901. S. 1902. 1. 294; et la *Doctrine*: Primot *Traité des actions et obligations* n° 847; Garnier, *Rep. per. enreg.* 7^e édit. v° impôt sur le revenu n° 40-4°; et *Journ. Enreg.* n° 2877 et 2385).

Voir la critique de cette jurisprudence *infra*. ch. II p. 100

c) *Prélèvements sur le capital*. Enfin une troisième conséquence, déduite du principe que la distribution est le fait générateur de l'impôt, a conduit la pratique à ne pas prendre en considération si les bénéfices répartis sont des bénéfices réels ou des simples prélèvements sur le capital.

La taxe sur le revenu, dit explicitement un arrêt de la Cour de Cassation, atteint la distribution sous quelque forme qu'elle ait lieu, de tous les produits et bénéfices réalisés par les sociétés, sans qu'il y ait lieu de distinguer soit entre les produits à raisons de leur origine (Req. 18 mars 1879. D. 79.1. 294¹), ou de leur nature, soit entre

1. Dans l'espèce, l'intérêt payé aux actionnaires a été effectué grâce au don fait à la société par un tiers d'une somme considérable.

les fruits ou revenus périodiques et l'augmentation même du patrimoine commun, dès que la société fait volontairement passer dans le patrimoine particulier des associés l'excédant de valeur que le fonds social a obtenu.

(.... Et il n'y a pas lieu de rechercher si l'accroissement de valeur du fonds social est provenu du fonctionnement normal de la société ou d'une cause étrangère, dit un autre arrêt Cass. Civ. 8 janv. 1889. D. 89. 131),

Spécialement il s'agissait, des titres nominatifs d'une société acquis par une autre société et distribués entre ses actionnaires au prorata de leurs intérêts, après avoir fait pendant un certain temps partie intégrante du fonds social. (Cass. Civ. 28 avril 1884. D. 84. 1. 421 et toute une suite d'arrêts qui consacrent la même jurisprudence Req. 21 avril 1879. 1. 364; Req. 9 fév. 1887. D. 87. 1.439; Cass. 2 juill. 1894. D. 94. 1. 518; Cass. Civ. 13 mars 1895. D. 95. 1. 529, 2^e espèce; Req. 27 nov. 1901. D. 1903. 1, 475; Req. 15 avril 1902. D. 1903. 1. 441, et S. 1903. 1.289; Req. 22 fév. 1904. D. 1905. 1. 361; Req. 21 juin 1904. D. 1908. 1.521).

La jurisprudence exposée s'explique par l'étendue très large du champ d'application de la loi du 29 juin 1872. C'est là une raison s'opposant à ce que cette jurisprudence soit applicable à la loi du 15 juill. 1914; car si ces deux lois se rencontrent sur quelques points, elles ne se juxtaposent pas entièrement. En effet, alors que la loi du 15 juillet 1914, établit un impôt *personnel*, qui frappe le contribuable uniquement dans son *revenu net*; aux termes de la loi du 29 juin 1872, la taxe sur le revenu des

valeurs mobilisées est un impôt réel frappant l'action, l'obligation, dans leurs dividendes ou intérêts et tous *autres produits*, que pourrait engendrer ces titres, abstraction faite de la personnalité de son porteur.

« La commission s'est attachée, disait le rapporteur de la loi de 1892, à rechercher les différents revenus partout où on peut les constater... et à atteindre les fortunes dans les éléments *très divers et très indépendants*, qui les composent ¹ ». La Cour de cassation dans ses divers arrêts n'a fait que consacrer cette conception. .

1. Cité en note sous l'arrêt du 29 avril 1884. Cass. Civ. 84. 1. 42 .

CHAPITRE II

Examen des quelques cas dans lesquels surgissent des difficultés sur le point d'apprécier si une entrée de fonds est du capital ou du revenu.

§ 1. RENTES VIAGÈRES. ANCIENNE CONTROVERSE AU SUJET DE L'USUFRUIT. — La rente viagère est le droit qu'a une personne de toucher annuellement une certaine somme tant qu'elle vivra¹. Dans l'ancien droit, en matière civile d'usufruit, on s'était demandé si l'usufruitier avait le droit de percevoir les arrérages d'une rente viagère, et de les consommer sans être tenu à aucune restitution, et on avait résolu la question par la négative. Pothier, en donnait pour raison que percevoir les arrérages de la rente « serait s'arroger, non pas un simple usufruit, mais le fonds entier de la rente, un propriétaire n'en pouvant avoir davantage » [*Du contrat de constitution de rente n° 422*].

M. Planiol a formulé la même idée sous une forme plus moderne², tout au moins pour les rentes viagères constituées à titre onéreux. Il s'exprime, à leur sujet,

1. 2. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*. 5^e édit. I n° 2783, p. 908

de la manière suivante : « quand une personne aliène son bien à rente viagère, elle augmente subitement son revenu dans une forte proportion ; mais les sommes qu'elle touche annuellement représentent du capital encore plus que du revenu. Les parties ont calculé la durée probable de la vie du vendeur, et le taux de la vente est d'autant plus élevé que la durée prévue est plus courte. Il en résulte qu'à chaque terme, le débiteur paie en réalité une part du capital. Il semblerait donc équitable d'obliger l'usufruitier à rembourser en partie les sommes touchées ; seulement cette restitution entraînerait des difficultés pratiquement insolubles pour en opérer la répartition.

Quant aux rentes viagères constituées à titre gratuit, elles forment certainement un pur revenu sans aucun mélange de capital.

Le Code civil a coupé court à toutes ces difficultés en décidant que les arrérages des rentes viagères doivent être considérés en totalité comme des revenus et que l'usufruitier a le droit de les toucher sans être tenu à aucune restitution (art. 588). »

DROIT FISCAL. — Lorsqu'il s'est agi d'appliquer l'impôt global sur le revenu, la question ne tarda pas à apparaître sous son véritable aspect. Lors de la discussion générale du projet de loi, M. le sénateur Maurice Colin avait déposé un amendement tendant à ne faire imposer ces rentes viagères à capital aliéné que pour la moitié du montant net annuel des arrérages de la rente. Et il faisait observer très judicieusement que, pour ces rentes, le crédientier, lorsqu'il touche ses arrérages, ne perçoit

pas seulement le montant des revenus du capital sur lequel il a constitué sa rente; mais qu'il perçoit en même temps une portion du capital; que par conséquent dans les systèmes admis par le projet de loi, il payerait l'impôt sur ce qui n'est pas son revenu, sur le capital¹.

Son amendement avait, de plus, cet avantage pratique, qu'en fixant un chiffre forfaitaire, la moitié du montant des arrérages, pour déterminer les parts respectives de capital et de revenu, dans la composition de la rente il évitait les difficultés de calcul qu'aurait entraînées cette répartition.

M. Chastenet fit en outre observer que le projet tel qu'il se présentait pourrait engager les crédientiers à s'adresser à des compagnies d'assurances étrangères, pour échapper à un impôt excessif.

Malgré ces remarques d'ordre juridique et pratique le ministre des finances combattit l'amendement et celui-ci ne fut pas adopté.

L'article 10, l. 15 juil. 1914 et l'art. 1 du décret du 15 janv. 1916, suivirent en cette matière la voie tracée par le Code civil. L'impôt général sur le revenu frappait en totalité le montant des arrérages dont jouit le contribuable, sans établir à cet égard aucune distinction entre les rentes viagères à capital réservé et celles à capital aliéné.

Une objection pourrait être tirée de ces considérations contre le caractère de périodicité que nous avons assigné à la définition du revenu. Si les arrérages, sommes qui échoient éminemment d'une façon périodique, repré-

1. Sénat, 2^e séance du 4 juillet 1914, *Journal officiel* du 5, p. 1034-1035

sentent pour partie une fraction de capital, la doctrine soutenue se trouve par là ébranlée, le crétérium admis est en défaut sur ce point, car il ne distingue plus le revenu du capital.

L'objection ne nous semble pas décisive. Le contrat de rente viagère a un caractère tout spécial; une personne généralement pas très riche, calculant qu'elle pourrait vivre aisément jusqu'à la fin de ses jours en entamant son capital d'une certaine somme annuellement, consent à aliéner ce capital à condition que lui soit versée jusqu'à sa mort la somme convenue.

Il résulte de cette analyse du contrat que le créancier en stipulant le paiement annuel d'une partie du capital a entendu transformer volontairement son capital en revenu, de sorte que le versement des arrérages constitue pour lui un revenu alors qu'il est certain qu'il épuise petit à petit le capital.

L'éminent jurisconsulte Labbé, disait à ce sujet qu'« il y a des fruits qui sont tels par leur nature et il y en a d'autres qui sont tels par la volonté de l'homme, lequel a fait une combinaison, établi un état de choses propres à lui donner un revenu.

Les arrérages quoique renfermant ou représentant partiellement une portion du capital aliéné à fonds perdu, sont pour le tout des fruits, parce que l'intention de celui qui stipule une rente viagère est de se procurer un revenu plus considérable que l'intérêt de la somme qu'il aliène ¹ ».

1. Labbé, dans la note publiée sous Req. 14 mars 1877, S. 78, 1.5.7.

*
* * *

§ 2. ANNUITÉS TERMINABLES. — Pris dans son acception étymologique et abstraite, le mot annuité s'emploie pour désigner une série de versements annuels. Mais généralement, annuité exprime une idée plus complexe : on appelle ainsi une série de paiements périodiques, constants ou variables et comprenant outre l'intérêt d'un capital, une somme destinée à reconstituer ce capital en un temps donné. Par terminables, on comprend les annuités à terme fixe.

Cette reconstitution graduelle du capital, au moyen d'annuités est appelée *amortissement*; et confondant la cause avec l'effet on dénomme aussi *amortissement*, la portion de l'annuité qui excède l'intérêt du capital restant dû¹.

Il convient de se garder de confondre ces notions avec cet autre sens du mot *amortissement*, qui désigne un fonds destiné au renouvellement du matériel d'une entreprise.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE. — Le mécanisme des annuités terminables est employé sur une grande échelle par le Crédit foncier de France. Dans ses opérations de prêt, le paiement de l'annuité a pour objet d'éteindre la dette d'intérêt et de reformer insensiblement le capital, de manière qu'il se reconstitue en entier dans la caisse de la société au bout d'un laps de temps déterminé.

¹ G. Grimpel. Article : *Annuité et annuités terminables* dans le *Dictionnaire des Finances*, de Léon Say.

Deux éléments y sont en effet compris. Le premier est l'intérêt du capital prêté. Cet élément varie suivant le taux auquel le Crédit foncier a pu se procurer des capitaux.

Le second élément de l'annuité, c'est une fraction de capital, laquelle rendue productive, s'accroîtra d'elle-même et récompensera peu à peu le capital prêté.

Pendant toute la durée du prêt, l'annuité reste identique; seulement il convient de remarquer que la somme payée par l'emprunteur à titre d'intérêt devient de plus en plus faible et que la portion du capital remboursée grossit à chaque échéance ¹.

Droit fiscal. — Il est clair que des deux éléments que composent l'annuité, l'impôt global sur le revenu ne frappera que la partie comprenant l'intérêt du capital prêté. La partie représentant une fraction du capital, échappera à cet impôt, se trouvant en dehors des prévisions de la loi du 15 juillet 1914. Et la pratique courante est nettement fixée dans ce sens ².

La jurisprudence large interprétant la loi du 29 juin 1872, n'a pas tranché autrement la question au point de vue de l'application de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. Quoique la question n'ait pas été directement agitée, un arrêt de la Cour de Cassation a dit en passant que le droit est dû sur les intérêts compris dans les annuités «comme intérêts de l'emprunt» (Cass. 13 juil. 1893,

1. Montagnon. *Traité sur les Sociétés de Crédit Forcier*, p. 211

2. Nous devons ces renseignements d'ordre pratique à l'amabilité de M. Dartige du Fournet, chef du service de l'enregistrement du Crédit foncier de France.

S. 93, 1, 153. Note de M. Wahl, v. aussi en ce sens Cas. 4 av. 1887 S. 88, 1.366 et la note; et la solution est approuvée également par la *Doctrine*; Primot *Traité des act. et obl.* n° 834; Garnier, *Rep. gen. enreg.* 7^e édit. V° impôt sur le revenu n° 37, 5°).

§ 3. VALEURS A LOTS. — Le lot est un avantage supplémentaire, stipulé accessoirement et destiné à échoir non pas à toutes les obligations, mais uniquement à celles, dont un tirage au sort déterminera le numéro ¹.

La Ville de Paris, le Crédit Foncier, et bien d'autres villes ou établissements, afin de pousser le public à la souscription de leurs titres pratiquent ce système de valeurs à lots, dans lequel les propriétaires des titres les premiers sortants au tirage se voient attribuer des lots considérables s'élevant à cent ou deux cents mille francs et même davantage. Ces profits exceptionnels sont constitués à l'aide d'une diminution du taux de l'intérêt servi aux créanciers. « Il y a donc pour les porteurs de titres une privation certaine mais minime de revenus, compensée par un gain énorme, mais aléatoire ² ».

Droit civil. Usufruit des valeurs à lots. — Au sujet de l'usufruit la question s'est posée de savoir à qui de l'usufruitier ou du propriétaire doit appartenir cet accroissement soudain de fortune dû au tirage? En d'autres termes et sous l'aspect du problème qui nous intéresse, on se demandait s'il fallait considérer le lot, comme un

1. H. Lévy Ullmann. *Traité des obligations à primes et à lots*, n° 32.

2. Planiol, *op. cit.* n° 2797.

capital ou comme un revenu et l'attribuer dans ce dernier cas à l'usufruitier ou, dans le premier, au propriétaire.

Les uns prétendaient que l'usufruitier n'y avait aucun droit, même pour en jouir temporairement, parce que le lot n'est pas un fruit.

D'autres voulaient que l'usufruitier eut droit à la totalité du lot, sans restitution au profit du propriétaire, parce que, disaient-ils, les villes et les compagnies qui pratiquent ce genre d'emprunt font face au service des lots à l'aide de retenues opérées sur des intérêts de leur obligation. Or ces bénéfices constitués à l'aide d'intérêts économisés, représentent une part de la jouissance qui doit revenir à l'usufruitier; s'il n'y avait eu le lot, le revenu des obligations eût été plus élevé.

Mais c'est tirer, de prémisses exactes, une conclusion fausse, comme le disent si judicieusement MM. Colin et Capitant. Les revenus capitalisés ne sont plus des revenus ¹ comme nous nous sommes attachés à le démontrer au sujet de la réfutation de cette doctrine (*supra* p. 45-49) et, comme nous le verrons plus loin, lorsque nous traiterons les intérêts capitalisés.

La Cour de Cassation ne se rallia ni à l'une ni à l'autre des deux opinions extrêmes exposées et décida que la prime ² forme un surcroît de capital; elle peut être juste-

1. Colin et Capitant, *op. cit.* 2^e édit, t. 1^{er} p. 812.

2. M. Planiol ainsi que MM. Colin et Capitant (*op. cit. verb. cit.*), traite la question des droits de l'usufruitier et du nu-propriétaire indistinctement pour les valeurs à lots et à primes de remboursement; et ils rapportent l'arrêt cité du 14 mars, comme devant résoudre la controverse pour les deux espèces de valeur à la fois. Cela nous permet de conclure que dans la pensée de ces auteurs, ils établissent une analogie entre la nature juridique des lots et des primes. (*Comp. infra* p. 79).

ment considérée comme une valeur nouvelle s'incorporant par accession à l'ancienne, qui dans son ensemble appartient au nu propriétaire, et dont la jouissance seule peut être réclamée par l'usufruitier. (Reg. 14, mars 1877, D. 77, 1. 353 et S. 78, 1, 5, note Labbé; Lyon 29 mai 1884, S. 85, 2. 79).

Droit fiscal.—Du point de vue de l'application de l'impôt global sur le revenu se posait la même question qu'en matière d'usufruit au sujet des valeurs à lots. Le lot doit-il être considéré comme un capital ou comme un revenu? Dans le premier cas il échappe à l'impôt et ce n'est que les intérêts du lot qui seront imposés, dans le second cas au contraire le montant intégral du lot sera assujéti à l'impôt.

La question est d'une importance exceptionnelle tant en droit qu'en fait comme le faisait remarquer M. Labouchère, commissaire du gouvernement dans ses conclusions devant le Conseil d'Etat. Car c'est d'une part et en principe, toute la question de l'assiette de l'impôt sur le revenu qui est en jeu, et d'autre part, en fait, toute la situation sur le marché en bourse des valeurs à primes et à lots précédemment émises qui se trouve affectée en même temps que les conditions ou les possibilités même d'émissions futures de ces valeurs, sans oublier toutes les catégories d'intéressés, les innombrables petits porteurs, notamment des valeurs dites à lots ¹.

Nous donnerons quelques chiffres, indiquant les conséquences auxquelles aboutirait la taxation des lots à

2. Conclusions de M. Labouchère, sous l'arrêt du *Cons. d'Etat*, 28 janv 1921, D, 1921, 3-9.

l'impôt général sur le revenu; elles nous feront mieux saisir les grands intérêts pécuniaires en jeu.

Deux cas sont à envisager.

1^o L'établissement emprunteur ne prend pas à sa charge l'impôt spécial, l'impôt cédulaire porté à 20 % par la loi du 25 juin 1920, et atteignant les lots comme impôt réel; c'est le cas le plus courant, celui du Crédit foncier de France pour ses obligations foncières ou communales, celui de la ville de Paris pour ses différents types d'émission.

Supposons qu'un lot d'un million sorte au tirage; il se trouve déjà réduit à 800.000 fr. par l'impôt cédulaire. Sur ces 800.000 francs l'Etat prélèvera encore, au titre de l'impôt global sur le revenu, la somme de 296.080 fr., de sorte que finalement le gagnant ne bénéficie plus que de 503.920 francs, alors que sa spéculation en capital visait un accroissement d'un million.

2^o L'établissement emprunteur, et c'est le cas du Crédit national, paie le lot net d'impôt, alors l'impôt sur le revenu d'après le ministre des finances, portera sur la somme pleine d'un million, ce qui chiffrera le prélèvement à 396.280 francs, réduisant à 603.920 francs le bénéfice¹. Et ces chiffres ne jouent ainsi que dans le cas où le porteur n'est pas par ailleurs fortuné et ne dispose d'aucun autre revenu; car dans ce cas le prélèvement sera beaucoup plus important étant donné que l'impôt général sur le revenu est un impôt progressif.

1. Chiffres empruntés aux conclusions de M. Labouchère, *précité*.

Entre la thèse de la soumission des valeurs à lots à l'impôt global sur le revenu et celle de leur exemption le ministre des finances défendit la première, celle favorable aux intérêts du fisc. Deux arguments furent mis en avant : a) l'un tiré de la constitution même du lot par une accumulation d'intérêts réservés; b) l'autre d'ordre historique, invoquant la soumission des lots à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières institué par la loi du 21 juin 1875.

a) Le lot peut être envisagé sous deux aspects selon que l'on regarde du côté de l'emprunteur ou du prêteur.

Pour l'emprunteur, le lot n'est qu'un mode de rémunération, servie aux bailleurs de fonds, qui consiste dans cette particularité que sur la somme totale affectée au service annuel des intérêts, il met à part une fraction relativement peu importante et que cette fraction, au lieu d'être distribuée également à tous les participants à titre d'intérêts, l'est inégalement à titre de lots, aux obligations que désigne le sort.

Mais, spécialement, par rapport à la loi du 15 juillet 1914, ce n'est pas cet aspect qui doit nous arrêter, c'est au regard du prêteur que la nature juridique du lot doit être envisagée. La loi du 15 juillet 1914 n'a pas entendu établir un *impôt réel* frappant d'une manière intrinsèque tout produit, quelle que soit la nature ou la provenance d'une valeur mobilière comme l'avait fait la loi du 29 juin 1872; mais un *impôt personnel*, sur la fortune du contribuable en choisissant comme base uniquement son revenu périodique et régulier. Sous ce jour, les procédés par lesquels l'emprunteur exécute ses

engagements, ses arrangements de comptabilité interne important peu, ce qu'il s'agit de considérer c'est la manière dont la somme échoit dans le patrimoine du prêteur. Or, à cet égard, ce que ce dernier obtient de l'emprunteur à part les intérêts périodiques, qui sont la rémunération de l'argent avancé, c'est le droit de participer à tous les tirages de lots, jusqu'au remboursement; de sorte que, comme le dit M. Lévy-Ullmann, l'obligation pour lui réussit en un seul papier, un titre de créance amortissable et une billet de loterie¹. L'avantage que le prêteur a, en plus de l'intérêt annuel, ce n'est pas le lot; mais la chance qu'un lot lui échoit. Et ce lot échu, peut-on le considérer comme un revenu? Dans les travaux préparatoires antérieurs à la loi du 21 juin 1875 on retrouve la trace de cette idée que le lot n'est pas un revenu, mais un don de la fortune. M. Rouvier, dans l'exposé de motifs de son projet de loi écrivait : « L'intérêt ordinaire est le produit direct du titre; le lot est, de plus, le produit de la chance. Le premier constitue un revenu normal sur lequel le créancier avait le droit de compter, le second lui échoit comme un *don de la fortune* ». Donc le lot apparaît, comme un gain de fortune, inespéré, exceptionnel, qui exclut l'idée du revenu.

b) Quant à l'argument tiré de l'article 5 de la loi du 21 juin 1875, il se retourne contre ceux qui l'invoquent. Malgré les termes larges de la loi du 29 juin 1872, on se demandait si les lots étaient soumis à cette loi, étant donné qu'ils n'étaient pas visés expressément parmi les re-

1. Levy-Ullmann, *op. cit.* n° 122, p. 142.

venus imposables des obligations. Il a fallu une intervention législative postérieure à la loi de 1872 pour que les lots fussent assujettis, à la taxe instituée par cette dernière loi. Il est logique de conclure que le législateur de 1875, a considéré les lots non comme un revenu ordinaire, car sans cela il eût été compris dans les termes de la loi de 1872, mais comme un produit exceptionnel dû au hasard et qui méritait de la sorte une consécration législative spéciale.

En *pratique* la question ne manqua pas de se poser. Un contribuable, en totalisant ses revenus, ne paraissait pas passible de l'impôt sur le revenu, puisque cette somme était inférieure au minimum imposable auquel il avait droit, compte tenu de sa situation de famille et du minimum exempté. Mais il possédait une obligation communale crédit foncier 1892, 2,60 o/o , — d'une valeur nominale de 500 francs. Au tirage du 22 juin 1916, cette obligation sortit remboursée à 100.000 francs; et son propriétaire toucha net une somme de 92.000 de l'établissement émetteur. Le contribuable devait-il porter cette somme de 92.000 francs dans sa déclaration afférente aux revenus de toute espèce, perçus pendant l'année 1916 ? Il ne l'estima pas, et tout en signalant pour mémoire la somme qui lui avait échu, pour ne pas être accusé de vouloir la cacher, il spécifia : le lot ne représente qu'une augmentation de capital et par conséquent n'est pas imposable à l'impôt sur le revenu, car il n'en est pas un.

Saisie de cette déclaration, l'administration départementale des contributions directes considéra que les

lots provenaient d'une accumulation d'intérêts réservés; que c'est au moyen de retenues opérées sur les intérêts qu'ils se trouvent constitués; que dès lors, il y a lieu de les considérer comme un revenu, ou comme un gain exceptionnel passible de l'impôt.

L'intéressé par une réclamation a sollicité la décharge de son imposition en persistant à soutenir que le lot devrait être considéré comme un capital et non comme un revenu, et que par conséquent, il n'y avait pas lieu d'en faire état dans la fixation du revenu servant de base à l'impôt.

L'administration a conclu au rejet de la demande, mais le Conseil de préfecture, par un arrêté en date du 27 janvier 1920 (D. 1921, 3. 11) a accordé au déclarant la décharge. La décision du conseil de préfecture repose, en fait, sur trois arguments, que nous croyons intéressant de reproduire :

1° L'art. 10, de la loi du 15 juillet 1914 qui définit ce qu'il faut entendre par revenu, ne vise pas expressément les lots des valeurs à lots;

2° Au sens de la loi de 1914 et suivant la jurisprudence créée par un arrêt de la Cour de cassation du 14 mars 1877 (D. 77, 1. 353) le revenu n'est pour le contribuable possesseur que le produit envisagé à des *périodes déterminées et successives*, soit du capital, soit du travail.

3° S'il est exact que les lots sont soumis à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, on ne saurait en déduire *ipso facto*, qu'ils doivent être assimilés aux revenus, attendu que leur imposition à la taxe dont il s'agit remonte à une date postérieure à l'établissement de la dite

taxe et s'explique par le fait que le législateur a la faculté de taxer tous avantages qu'il lui convient ; il n'y a donc pas nécessairement conciliation entre l'impôt frappant le revenu des valeurs mobilières et l'impôt frappant les lots et primes de remboursement.

De ces arguments le conseil de préfecture déduit que le montant des lots a le caractère d'un capital et qu'il ne peut être atteint par l'impôt sur le revenu.

Cet arrêté fut déféré au Conseil d'Etat, qui se rallia à cette décision et rejeta le recours de l'administration dans ces termes : « Les lots que reçoivent les porteurs d'obligations à lots font partie intégrante des obligations remboursées et constituent, comme celles-ci, un *capital mobilier* qui ne peut entrer en compte, en l'absence d'une disposition expresse de la loi, dans la détermination du revenu imposable.

Vainement exciperait-on de la loi du 21 juin 1875, dont l'art. 5 a assujéti à la taxe sur le revenu des capitaux mobiliers des lots payés aux porteurs d'obligations, les dispositions de cette loi qui ont institué un régime fiscal particulier aux lots n'ayant pu avoir pour effet de modifier le caractère constitutif de ceux-ci et de les assimiler à des revenus au sens de la loi du 15 juillet 1913.

D'autre part, l'impôt général sur le revenu étant établi sur la personne du contribuable et devant être calculé eu égard aux sommes qu'il reçoit à titre de revenus, les procédés financiers employés par l'emprunteur pour réunir les fonds destinés au paiement d'un lot ne peuvent, au regard du bénéficiaire de ce lot, faire envisager la somme reçue par lui comme une accumulation d'inté-

rêts réservés, ni lui donner, par suite le caractère d'un revenu. (Cons. d'Etat 28 janv. 1921, D. 1921, 3, 9; *Gaz Pal.* 1921, 1.240; *Rev. Soc.*, 1921, p. 118).

Ainsi le Conseil d'Etat trancha cette question en réfutant avec force les deux arguments mentionnés plus haut et en décidant que les lots sont des capitaux mobiliers.

D'après les renseignements que nous avons pris dans quelques institutions de crédit, il paraît que l'administration veut tenter un revirement de jurisprudence sur ce point. Il reste à voir si le Conseil d'Etat se prêtera à changer sa doctrine si nettement établie.

*
* * *

§ 4. PRIMES DE REMBOURSEMENT. — On appelle prime de remboursement, la différence calculée sur chaque obligation d'une même émission, entre la somme reçue par l'emprunteur, lors de l'émission et le capital qu'il s'engage à verser en retour lors du remboursement¹. Le taux de remboursement (500 fr. par exemple) sera supérieur au taux de l'émission (400 fr. par exemple). La différence constitue la prime.

Ces primes de remboursements sont des prestations supplémentaires auxquelles s'engage l'emprunteur lors de l'émission des obligations. Elles ont été introduites dans la pratique financière, pour constituer un appât pour les capitalistes et une garantie de succès de l'emprunt auprès du public.

1. Lévy-Ullmann, *op. cit.* n° 31, p. 36.

Les obligations à rembourser chaque année avec prime sont déterminées par tirage au sort. Ces primes sont constituées à l'aide d'une diminution du taux de l'intérêt servi aux créanciers. Au lieu par exemple de donner un intérêt de 5 %, l'emprunteur ne promettra que 4 %, et consacrera 1 % à la constitution du capital nécessaire aux services des primes.

Nous laisserons de côté les théories qui expliquent le mécanisme par lequel l'emprunteur arrive à constituer les fonds nécessaires pour le paiement des primes; soit que l'on envisage la prime comme une accumulation d'intérêts annuels retenus et *capitalisés*, au profit du prêteur pour lui être servis en une seule fois, lors du remboursement, en même temps que le capital prêté, d'après la théorie classique¹; soit qu'il n'y ait aucun fonds d'amortissement, mis en réserve et capitalisé et que l'annuité que la société consacre, partie au paiement des intérêts, partie au remboursement des obligations, est prélevée chaque année sur les revenus de la société et est *immédiatement* versée aux mains des obligataires comme le soutient une autre doctrine².

1. Cette conception fut exposée pour la première fois, par l'avocat général de Raynal devant la Cour de Cassation, lors de l'affaire de la Compagnie du chemin de fer de Graissessac à Béziers. (*Cass. Civ.* 10 août 1863. D. 63, 1, 349 et 63. 1.428) et est suivie par une grande partie de la doctrine : Buchère, *Traité théorique et pratique des valeurs mobilières*, n° 497 et s. p. 249, et 250; Vavasseur, *Traité des Sociétés*, t. I, n° 547, p. 3; Houpin, *Traité des Sociétés par actions*, t. I, n° 77, p. 37; Aubry, *des obligations émises par les sociétés, l'Etat, les départements, les communes*. Thèse, Doctorat, Dijon 1891, n° 114, p. 103, Lévy-Ullmann, *op. cit.* n° 78. p. 94 et suiv.

2. J. Le Courtois. *Le remboursement anticipé des obligations des compagnies de chemin de fer et la loi du 3 septembre 1807*, p. 12, à 36; et dans le même sens, un jugement (*Trib. com. Seine* 23 juillet 1894. *Gaz. Trib.* 18 août 1894), a expliqué que le remboursement avec prime est assuré par les produits de l'entreprise elle-même avant toute répartition des bénéfices ».

Comme pour les lots l'opération, par laquelle le débiteur fournira la prime promise, ne regarde en aucune façon le créateur et ne présente aucune importance au point de vue de l'applicabilité de l'impôt global sur le revenu.

Ainsi M. Lévy-Ullmann fait remarquer que « vis-à-vis du prêteur la capitalisation d'intérêts n'existe pas; il ne la connaît pas; il ne doit pas la connaître. Peu importe à l'obligataire ce que représente aux yeux de l'emprunteur la prime qu'il lui a promise; peu lui importent les procédés mis en œuvre par le débiteur pour faire face à ses engagements ¹. »

C'est à l'égard du prêteur qu'il faut se demander ce que la prime représente. Est-ce un capital ou est-ce de l'intérêt ?

Le Code civil ne contient aucune définition de l'intérêt, mais il semble bien que le législateur de 1904 l'ait considéré comme une rémunération périodique du capital. (Arg. tiré des arts. 1905. Code civil, comb. avec 584 c. civ).

Or la prime ne présente aucun caractère de périodicité; c'est un capital payable en une seule fois, lors du tirage au sort des obligations remboursables; c'est une rémunération supplémentaire, se présentant avec l'aspect d'un *surcroît de capital*, distincte de la rémunération annuelle de l'intérêt.

La jurisprudence est fixée dans ce sens. Un arrêt

1. Lévy Ullmann, *op. cit.* p. 103 et aussi p. 101.

de la Cour de Cassation, en matière d'usufruit, en ce qui concerne la prime de remboursement attribuée à une obligation des ponts de Lyon, favorisée par le sort depuis l'ouverture de l'usufruit, renferme ce considérant : «... la prime doit être considérée comme un *accessoire nécessaire du capital*, » (Req. 14 mars 1877, D. 77. 1. 355. Dernier col. dernier alinéa) et plus loin. « attendu que la souscription des obligations des ponts de Lyon n'a eu lieu que sous la condition de recevoir une prime au jour du remboursement; — que cette prime forme un *surcroît de capital* qui appartient au nu propriétaire de l'obligation et dont la puissance seule peut être réclamée par l'usufruitier. » (Arrêt cit. p. 357. 1. col. 2^e alinéa).

Et un arrêt de la Cour de Lyon décide nettement que : « les primes de remboursement des obligations forment non des fruits qui appartiendraient à l'usufruitier, mais un *surcroît de capital* qui appartient au nu propriétaire (Lyon 29 mai 1884, S. 85. 2. 79).

M. Lévy-Ullmann, affirme que : « La prime est un capital mathématiquement et juridiquement distinct de l'intérêt annuel », et la grande majorité des bons auteurs considère également la prime comme un capital. (Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville. *Du contrat de mariage*, t. 2, n° 1286, p. 692; Clément, *Etudes pratiques sur l'usufruit* n° 56; Huc *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. 4, n° 195 et t. 9, n° 354; Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 5^e édit., t. II, 684, note 17 bis; Lévy-Ullmann, *op. cit.*, p. 103 et

n° 31, p. 38 et n° 84, p. 103; Planiol, *op. cit.*, t. I, n° 2797; Colin et Capitant, *op. cit.*, t. I, 812 : et récemment la même opinion fut affirmée en matière fiscale, par M. Em. Besson dans son *Trailé pratique des impôts cédulaires et de l'impôt général sur le revenu*. Paris 1922, n° 530, p. 406-407.

Droit fiscal.—Au point de vue de l'application de l'impôt général sur le revenu, il n'y a pas de décisions administratives ou judiciaires au sujet des primes.

A notre avis, les primes de remboursement à raison de leur nature de capitaux ne doivent pas être atteintes par l'impôt général sur le revenu. Entre les primes et les lots il y a une complète assimilation, tant en ce qui concerne le procédé pour les obtenir, pour la diminution du taux de l'intérêt servi aux prêteurs, que pour leur attribution, par le moyen du tirage au sort. La seule différence réside dans le fait que toutes les obligations ont droit à la prime, certaines d'entre elles seulement bénéficient d'un lot. Ce point mis à part, entre les primes et les lots il n'y a qu'une différence quantitative, mais non qualitative, qui ne justifierait pas deux manières différentes d'imposition.

Cependant, on a objecté qu'il y aurait une complète différence entre la prime et le lot. Alors que la prime, dit-on, est le produit des retenues d'intérêts pratiquées sur une obligation déterminée, et sera payée fatalement au porteur de cette obligation dans un temps, qui seul est inconnu, le lot est le résultat de la concentration et de la capitalisation de retenues opérées sur l'ensemble

des obligations d'une même émission. Dans ce cas, tous les obligataires ne sont pas appelés à recevoir ; l'inconnu n'est pas seulement le temps dans lequel se fera l'attribution, mais aussi le bénéficiaire de cette attribution. Et le bénéficiaire désigné par le sort recevra non seulement la fraction d'intérêts à laquelle il avait droit, et qui, par l'effet de la convention intervenue entre lui et l'établissement émetteur, lui a été retenue pendant quelques années, mais encore la fraction d'intérêts prélevée sur d'autres obligations que la sienne ¹.

L'objection, ainsi formulée, est-elle décisive?

Pour se rendre compte si la prime de remboursement est constituée uniquement, des retenues effectuées sur l'obligation remboursée, il faut envisager trois moments différents auxquels le remboursement peut avoir lieu : a) dans les premiers ans après que l'emprunt a été contracté; b) au milieu de la durée du temps pendant lequel l'emprunt a été stipulé remboursable; c) enfin l'hypothèse dans laquelle le titre est sorti lors des derniers tirages de remboursement.

Prenons comme exemple, un emprunt qui a été émis à 300 francs, des obligations de 500 francs, rapportant 15 francs d'intérêt annuel, remboursable en 99 ans. L'emprunteur, pour servir la prime de remboursement, retient 1 % sur l'intérêt qu'il se propose à distribuer, soit 3 francs à chacun de ses obligataires.

Prenons le cas où l'obligation doit être remboursée à la suite des premiers tirages au sort, l'obligataire rece-

1. Conclusions de M. Labouchère, sous l'arrêt *précité*, p. 15, 1 vol. 2^e aliéna.

vra la prime de 500 francs moyennant des retenues de 3, 6, 9, 12, 15 francs et ainsi de suite, selon que le remboursement serait accompli la 1^{re}, 2^e, 3^e 4^e ou la 5^e année. Peut-on dire que la prime qui est versée à l'obligataire est composée uniquement des retenues opérées sur son titre?

Entre les obligations sorties au tirage vers le milieu de la durée de l'emprunt, ce n'est, d'après des calculs déjà établis¹, que la 66^e année, que les retenues effectuées périodiquement sur l'intérêt se trouvent correspondre à la somme de 200 francs qui reviendra à l'obligataire comme prime de remboursement.

Dans le troisième cas, le délai de 66 ans passé, le montant des retenues sera supérieur à la prime qui reviendra au titulaire de l'obligation, les retenues opérées sur les intérêts qui lui sont dus, ne lui reviendront jamais sous forme de prime; ainsi l'obligataire remboursé la 99^e année, se trouvera être privé, d'une somme de 297 francs.

L'analyse de ces trois situations, démontre l'impossibilité mathématique de considérer que la prime de remboursement, au regard d'un obligataire, représenterait exactement la somme des retenues annuelles, que l'emprunteur aurait opérées sur les intérêts servis à son prêteur. Les primes de remboursements versées dans une année aux titres que désigne le tirage au sort, sont prises sur la *totalité des retenues* faites à tous les obligataires; et comme le remboursement ne s'opère pas dans une seule fois pour tous les prêteurs, il résulte que les

1. Lévy-Ullmann *op. cit.* p. 103.

primes distribuées annuellement seront composées aussi bien des retenues faites sur les intérêts des obligations sortantes que sur celles non sortantes. La vérité est donc que la prime de l'obligataire sortant est payée à l'aide de fractions d'intérêts prélevées sur d'autres obligations que la sienne. Exactement comme pour les lots.

Une seconde objection a été présentée contre l'assimilation des primes aux lots. Elle est tirée de la manière dont ils échoient à leur bénéficiaires: alors que la chance de l'attribution du lot est due uniquement au hasard en ce qui concerne la personne du bénéficiaire, au contraire la prime est accordée sans distinction et d'une manière certaine à tous les participants à l'emprunt, seule la date du paiement étant incertaine et dépendant du sort.

Alors que le lot est un don inespéré de la fortune la prime est un supplément de rémunération assurée et qui rentre dans les prévisions du contribuable.

Toutes ces remarques sont justes. Mais elles n'ont aucune influence sur la détermination du caractère de capital ou de revenu des primes. Il nous semble que l'élément essentiel de la notion du revenu, n'est pas la prévision, mais la périodicité (*vo supra*. p. 40 et suiv.).

*
* *

§ 5. FONDS DE RÉSERVE, RÉPARTIS ENTRE ACTIONNAIRES. — La réserve est un fonds constitué avec les bénéfices économisés, destinés à parer aux pertes dans les années où il s'en produirait.

La constitution d'un fonds de réserve est une pratique

financière courante, issue de l'esprit de précaution et de prévoyance des institutions de crédits, ayant le souci de s'assurer un fonctionnement normal et d'accorder une distribution régulière de bénéfices aux associés, malgré les crises ou les mécomptes que l'affaire pourrait traverser.

Ces fonds de réserve sont généralement formés à l'aide d'un prélèvement sur les bénéfices annuels qui au lieu d'être répartis entre les actionnaires, sont mis de côté et capitalisés, ils sont ordinairement placés et deviennent à leur tour productifs d'intérêts. Il en résulte que chaque associé aura par là un droit plus grand, le fonds social lui-même se trouvant accru.

Lorsque ces réserves sont réparties entre les actionnaires, soit à la dissolution de la société, soit à un tout autre moment, par suite de la prospérité croissante de la société, par l'attribution d'actions nouvelles ou autrement; il s'agit de savoir si ces sommes doivent être considérées comme des revenus ou comme des capitaux à l'égard de leur bénéficiaires.

La question s'est posée en droit civil en matière d'usufruit et de communauté d'acquêts.

DROIT CIVIL. USUFRUIT. — Au sujet de l'usufruitier, on s'est demandé quel est son droit sur le fonds de réserve. Si la réserve est considérée comme un fruit (revenu), l'usufruitier aurait un droit privatif sur elle, qui lui appartiendrait intégralement, dès la date de sa constitution. Si, au contraire, la réserve est envisagée comme un capital, l'usufruitier d'actions ou de parts sociales n'aura sur

elle que la jouissance des parties de ce fonds si elles sont distribuées pendant le cours de l'usufruit.

La jurisprudence est fixée dans ce dernier sens. Un jugement du 27 juillet 1869 du tribunal civil de Cognac, confirmé par un arrêt du 5 juillet 1870 de la Cour d'appel de Bordeaux, est ainsi conçu: «Attendu qu'il n'est pas possible de considérer comme des fruits les retenues annuelles faites sur les bénéfices d'une société, alors que les sommes ainsi retenues forment un fonds de réserve destiné à subsister autant que la société elle-même et à être réparti entre les associés, en même temps que tout l'actif social, après liquidation de la Société; attendu que ce fonds de réserve accroit évidemment au capital social, avec lequel il se confond et dont il *emprunte la nature*; que dans une telle situation l'usufruitier ne peut évidemment y prétendre aucun droit (Trib. civ. Cognac., 27 juillet 1869. D. 71. 2. 175, sous l'arrêt de la Cour de Bordeaux.)

La Cour de Bordeaux confirmant ce jugement a arrêté que l'usufruitier d'actions d'une société n'a aucun droit à la part des bénéfices non distribuée pendant la durée de son usufruit et qui a servi à constituer un fonds de réserve. (Bordeaux 5 juillet. 1870. D. 71. 2. 174; Bruxelles, 29 mai 1885. D. 85. 2. 276. Cass. Civ. 5 fév. 1890. D. 90 1. 300; Req. 24 juin 1903. D. 1904. 1. 591).

Un arrêt de la Cour d'appel de Grenoble du 20 mars 1876 (D. 77. 1. 353-354) qui a fait l'objet d'un pourvoi rejeté par la Chambre des requêtes le 14 mars 1877 (D. *ibid.*) a posé nettement le principe général applicable en la matière. « Attendu, porte cet arrêt, que la réserve

est un *capital*, parce qu'elle est une épargne incorporée à l'avoir social pour en réparer les pertes possibles, et en combler comme par avance les déficits éventuels; que les produits accumulés par l'économie cessent d'être des produits pour devenir des valeurs productives; que les revenus sont transformés en *capitaux* par leur emploi à l'acquisition de propriétés nouvelles; que ces dispositions sont prises souverainement et ne sauraient être méconnues quand il s'agit d'apprécier ce qui fait partie de la jouissance et ce qui appartient à la propriété.

La Cour de Cassation a généralisé la thèse en l'étendant même aux *réserves facultatives* qu'une société serait amenée à former.

Ainsi la société de Baccarat, dont la prospérité s'était accrue de longue date, ne s'était pas bornée à constituer intégralement et jusqu'au maximum fixé sa réserve, mais de plus, au moyen de prélèvements continués sur les bénéfices, avait formé une seconde réserve considérable, non prévue par ses statuts.

On s'est demandé, en présence de cette réserve qualifiée par le pourvoi en cassation d'*anti-statulaire*, et qui avait été constituée en définitive avec des retranchements opérés sur les dividendes; s'il n'était pas juste et légal d'indemniser, en fin d'usufruit, les usufruitiers d'actions, dont les revenus de droit s'étaient trouvés par là arbitrairement diminués.

La Chambre civile a contesté cette argumentation. En considérant dans l'espèce qu'il ne s'agissait pas d'une réserve anti-statulaire, mais simplement *extra-statulaire*, purement facultative, a conclu que c'était à bon droit

que les sommes prélevées ont été portées à une réserve facultative, formant une épargne sociale, et que n'ayant pas le caractère de dividendes distribuables, elles doivent être considérées, non comme des fruits civils acquis à l'usufruitier, mais comme un accroissement de l'actif social revenant au nu propriétaire (Cass. Civ. 5 février 1890. D. 90. 1.300.)

La doctrine est d'accord avec la jurisprudence, pour considérer le fonds de réserve comme un capital n'appartenant pas à l'usufruitier, mais au nu propriétaire. (Massé, droit commercial, 2^e édit. t. II, n° 1406; Laurent: *Principes de droit civil*, t. 6, p. 402 et 427, Buchère, *op. cit.*, 231 et 392; Clément : *Etude des pratiques sur l'usufruit*, n° 56. Aubry et Rau, *op. cit.*, 5^e édit. t. II, p. 684, note 17 bis; Baudry, Lacantinerie et Cheveau : *Des biens* n° 593).

COMMUNAUTÉ RÉDUITE AUX ACQUÊTS. — La communauté est, en principe, usufruitière des biens propres appartenant aux époux. En thèse générale, chaque époux transmet à la communauté les fruits perçus sur les biens qu'il possède, quel que soit le titre ou la nature de sa possession. A cet égard, les droits de la communauté sont absolus; aucune circonstance n'en doit entraver ni suspendre l'exercice (Rodière et Pont : *Traité du contrat de mariage*, 2^e édit. t. 1^{er}, n° 462, p. 381; Aubry et Rau, *op. cit.*, 4^e édit. t. 5 p. 291).

L'application de ce principe posé est limitée par les règles propres qui régissent l'usufruit. Or on vient de voir que la partie des bénéfices affectée au fonds de sé-

serve d'une société n'a point nature de fruit; ayant pour objet de parer aux pertes extraordinaires que le caractère aléatoire de ses sociétés peut leur faire subir, elle ne saurait pas plus que le capital lui-même, tomber en communauté. Il n'y a que les dividendes arrêtés, conformément aux statuts, par l'assemblée générale dont le mari fait partie, qui constituent le revenu de sa part sociale demeurée propre, eux seuls entrent dans la communauté d'acquêts; par ailleurs la partie des bénéfices mise régulièrement en réserve forme un accessoire *du capital*, et la communauté n'a aucun droit pour la réclamer. La jurisprudence est fixée dans ce sens (Grenoble 20 mars 1876, sous Req., 14 mars 1877. S. 78. 1. 5 et la note de Labbé; Bruxelles 29 mai 1885. D. 85. 2.276).

De même les *actions nouvelles* qui pourraient être émises et qui sont achetées au moyen des réserves de la société ancienne, en vertu de ses statuts, qui prévoient la faculté de préemption accordée à ses associés, ne doivent pas être considérées comme des fruits, car ces actions ne sont pas destinées à servir de revenus, mais ne représentent qu'une nouvelle forme donnée aux réserves.

Notamment la Cour a décidé que le mari qui avait usé du droit de souscription qui lui était personnel, n'avait fait qu'accroître des biens qui lui étaient propres et que la circonstance qu'il avait pris sur la communauté d'acquêts la somme nécessaire pour compléter sa souscription, si elle donnait ouverture à récompense, ne pourrait avoir pour effet d'attribuer à cette communauté d'acquêts la propriété de ces actions issues de titres primitifs et pour partie de leurs produits capitalisés, sur lesquels

elle n'avait aucun droit (Req. 24 juin 1903 rapporté en sous note par M. Naquet, dans sa note publiée sous l'arrêt Cass. 25 oct. 1909. S. 1911. 361; D. 1904. 1. 591 et *Gaz. Pal.* 1903, 2.119).

Et la doctrine est d'accord pour considérer la réserve comme un capital ne tombant pas dans la communauté d'acquêts. (Clement, *op. cit.* n° 55; Baudry Lacantinerie, Le Courtois et Surville. *Du contrat du mariage*, t. 2. n° 1287; Bosvieux, *Du caractère des fonds de réserves extraordinaires vis-à-vis de l'usufruitier et de la communauté d'acquêts*. *Journ. Soc.* 1907. p. 183 35 5.

DROIT FISCAL. — M. Labouchère, commissaire du gouvernement au Conseil d'Etat, lors de l'affaire qui avait mis en question les valeurs à lots, avait demandé dans ses conclusions que ces valeurs échappassent à la soumission de l'impôt général sur le revenu; mais il considérait ce cas comme exceptionnel et requérait une tout autre solution pour les réserves. Car si l'on admet l'idée générale, qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à la provenance des deniers, disait-il, l'application de l'impôt global sur le revenu deviendrait une utopie, parce qu'il suffirait à n'importe quelle société de mettre soigneusement en réserve la majeure partie de ses bénéfices, et de ne les distribuer qu'au bout d'un certain laps de temps, bloqués sous une forme ou sous une autre, leur donnant l'apparence d'une répartition de capital¹.

Et même indépendamment de toute intention de dé-

1. Labouchère, D. 1921, 3-14, col. 2, alinéa 2.

rober des sommes à l'imposition, par leur affectation artificielle au fonds de *réserve*, M. Manheim a fait remarquer que la dotation des fonds de réserves dépend essentiellement de la politique financière des dirigeants, qui est conçue très différemment d'une entreprise à l'autre. Le plus clair des bénéfices d'une entreprise peut passer dans les bilans au poste des réserves, et cela sans aucune intention de frauder le fisc. « Tout dépend de la prudence du dirigeant, c'est-à-dire de la sévérité avec laquelle il jugera les créances douteuses et évaluera ses stocks, de la perspicacité avec laquelle il saura prévoir les crises et les effets de la concurrence, d'une foule d'impondérables enfin, qui sont affaire d'appréciation purement personnelle ¹. »

Et le législateur ou l'administrateur ne peut rien devant cet état de fait, car « en supposant même, dit M. Manheim, que le fisc ait sous les yeux tous les livres, il lui serait impossible d'appliquer à l'établissement de bilans conventionnels destinés à fournir une assiette à l'impôt, des règles assez générales et assez uniformes, pour ne pas commettre de lourdes erreurs, d'inacceptables injustices ² ».

Ces objections sont graves et constituent, croyons-nous, une attaque qui s'adresse à la base même de l'impôt, telle qu'elle a été établie par le législateur de 1914. Mais si graves que soient ces critiques, elles ne sont pas de nature à changer les principes juridiques nettement établis par la jurisprudence et la doctrine.

1, et 2, Manheim, *cit.* p. 73.

Comme pour les lots et pour les primes, lorsque la réserve est distribuée entre les associés, c'est dans la personne du bénéficiaire qu'il faut regarder pour apprécier si cette distribution constitue pour lui un revenu ou un capital. La question dépend de la manière dont cette distribution sera effectuée. A notre avis, la distinction telle qu'elle a été présentée par Labbé en matière d'usufruit est en tout applicable à l'impôt général sur le revenu.

Il faut ainsi distinguer : la distribution faite, sur la réserve, est-elle destinée à procurer aux actionnaires à défaut de bénéfices annuels, ce minimum de revenu sur lequel, d'après les statuts dans la plupart des sociétés, ils doivent toujours compter ? L'impôt global sur le revenu sera applicable.

Au contraire, la distribution est-elle motivée par la prospérité de la société et par l'excès, le trop-plein de la réserve qui dépasse les besoins et les exigences de la sagesse ¹ ? Il n'y aura pas lieu d'appliquer l'impôt global sur le revenu.

C'est dans le sens de la non-exigibilité de l'impôt qu'a statué le conseil de préfecture du département de la Seine, par un arrêté du 22 nov. 1920. Cet arrêté ne doit pas être regardé comme une décision de principe qualifiant la nature juridique de la réserve, étant donné qu'il est motivé par des arguments, étrangers à la distinction qui nous occupe. Mais l'erreur de motifs ne vicie pas la décision, qui nous semble exacte au fonds.

Ce conseil de préfecture a décidé notamment : que

1. *Comp.* Labbé, note sous Req. 14 mars 1877, S. 78, 1. 5; Vavas seur, *op. cit.* 5^e édit. t. I, n° 609, p. 438-9.

lorsqu'une société décide de procéder à la distribution immédiate des bénéfices réservés antérieurement, au moyen de l'émission d'actions nouvelles attribuée aux porteurs des actions, qui sont dans l'obligation de les accepter, cette opération n'a pas pour résultat le versement effectif des réserves aux actionnaires qui ont pu, de ce chef, bénéficier d'un enrichissement en leur qualité d'actionnaires mais n'ont point perçu un revenu disponible au sens de l'art. 10, l. 15 juillet 1914. Il ne doit donc pas en être tenu compte dans le calcul du revenu net global qui sert de base à la taxe. (Cons. préf. de la Seine, 22 nov. 1920. *Gaz. Pal.* 1921, 1, 233. *Rev. Soc.* 921, p. 26 et la note de M. Bernard Auger).

Le fonds de l'argumentation de ce conseil de préfecture réside dans le fait que la souscription d'actions nouvelles, résolue par l'assemblée générale, n'était pas pour les actionnaires une faculté mais une obligation, et qu'ainsi la quote-part leur parvenant dans la répartition des réserves ne devrait, en aucun cas, leur être effectivement versée; qu'il suit de là que le requérant qui, en exécution des résolutions précitées, s'est vu attribuer des actions nouvelles représentant un capital nominal de 1.826.500 francs, a sans doute bénéficié d'un enrichissement, mais n'a point perçu un revenu dont il put disposer.

Cette décision est un écho du courant dissident créé par quelques tribunaux. (Lille 17 mai 1912 et Saint-Quentin, 6 mai 1914, précités *supra* p. 56) contre la jurisprudence constante affirmée par la Chambre de requête du 7 juin 1880 (précité *supra*, p. 55). D'après la Cour de Cassation, les réserves, avant d'être affectées au capital

ont dû passer ne fut-ce qu'un instant de raison sur la tête de chaque actionnaire ; par conséquent la répartition des actions nouvelles, lors de la transformation des réserves en capital n'étant qu'une distribution de bénéfices, serait soumise à la taxe instituée par la loi du 29 juin 1872, aujourd'hui 10 %.

L'administration des Contributions directes a voulu étendre cette jurisprudence et considérer comme un revenu, au point de vue de l'impôt global sur le revenu, la distribution de réserves aux actionnaires d'une société anonyme sous forme d'actions nouvelles.

Au Conseil d'Etat, le commissaire du gouvernement M. Labouchère, en s'appuyant d'une part sur les bons auteurs. (Houpin. *Transformatoin des fonds de réserve en actions à titre d'augmentation de capital. Journ. Soc.* 1901, p. 49 et 1908 p. 385 ; et son *Traité*, cité, édit. Bosvieux 1918, t. 2, n° 715) et d'autre part sur la jurisprudence basée sur la loi de 1872, a conclu en faveur de la même thèse, en émettant l'opinion que la distribution des réserves par des actions nouvelles, doit être considérée comme des bénéfices accumulés, distribués en bloc à un moment donné.

M. Thaller a combattu les arguments sur lesquels se basait cette doctrine. Notamment, au sujet de la jurisprudence rapportée ci-dessus, il a soutenu que la société n'est pas présumée distribuer d'abord ses réserves entre les actionnaires, puis recevoir d'eux une pareille somme à titre de souscription aux actions nouvelles. Cette analyse tourne à l'état de « simple jeu d'esprit » dit-il, un simple virement d'écritures a fait passer des bénéfices accu-

mulés d'un compte réserves au compte capital. En augmentant le capital par incorporation des réserves, la société procède à une opération toute intérieure tendant à établir la péréquation du capital à l'actif ¹.

L'actif social reste par ailleurs immuable, pendant le cours de l'opération, la juste part éventuelle de chaque sociétaire sur cet actif comme ses droits dans la société restent de même identiques². Il n'y a donc aucun enrichissement comme l'a affirmé le Conseil de la préfecture de la Seine, car l'action nouvelle répartie à l'actionnaire en représentation du fonds de réserve et l'ancienne action, ne sont en somme que les deux coupons du titre primitif. Les choses se passent « comme s'il y avait eu un sectionnement des actions primitives » comme le dit M. Auger. L'aliénation des deux titres ne donne pas à l'actionnaire un produit total plus élevé que l'aliénation de son action unique, puisque dans les deux cas l'action ancienne ou les deux actions nouvelles ne représentent que la même chose : la totalité des divers éléments de l'actif social portés au bilan³.

A notre avis, les réserves ne doivent pas être soumises à l'impôt global sur le revenu, non parce que les action-

1. Thaller. *De l'augmentation du capital par transformation en actions du passif, soit des réserves de la Société*. Annales de droit commercial, 1907 p. 177, spécialement v. p. 192-197. En même sens : Décugis. *Traité pratique des sociétés par actions*, 3^e édit. n° 371, p. 443; Amiaud. *Traité théorique et pratique des comptes de réserves dans les Sociétés par actions* 2^e édit. n° 259 et s.

2. Amiaud, *op. cit.* n° 259, 260 et 261; et les auteurs cités dans la note précédente.

3. En ce sens : Percerou. *Transformation des plus-values de l'actif social en augmentation de l'actif social*. Journ. soc. 1921 p. 145; voir la note publiée sous Cons. préf. 22 nov. 1920, *Gaz. Pal. cit.*; la note de M. Auger sous le même Cons. dans *Rev. Soc. cit.*; et l'argumentation trib. Lille, 17 mai 1912 et Saint-Quentin, 6 mai 1914, *précité supra* 56.

naires ont été obligés de souscrire à la nouvelle émission d'actions, en représentation de leur réserve, et que, par cette opération, ils n'ont pas reçu un versement effectif de ces sommes, mais parce que ces réserves, par le vote de l'assemblée générale¹ ont passé de l'actif social dans le capital de la société, avec lequel elles se confondent, faisant partie intégrante de ce capital et que, en cette qualité de capitaux, ils échappent à un impôt établi sur le revenu. (*Comp* avec l'opinion soutenue par l'annotateur de Dalloz, note sous l'arrêt précité du *Cons. d'Et.* D. 1921. 3. 9. et appuyée par M. Besson dans son *Traité cit.* n° 530, 1^o, p. 407-408).

*
* *

§ 6. PLUS-VALUE D'UN FONDS DE COMMERCE. — Un fonds de commerce peut acquérir une plus-value, résultant de circonstances économiques générales qui font hausser le prix de toutes choses. On est d'accord pour considérer cette plus-value, comme un accroissement naturel du fonds de commerce, et présentant par conséquent, comme lui, le caractère d'un capital.

Mais il se peut que cette plus-value découle de l'activité commerciale du propriétaire du fonds de commerce et spécialement de l'affectation des bénéfices produits par ce fonds même, à l'accroissement de sa valeur.

1. « On doit même dire, que dès avant cette augmentation, les réserves ont déjà pris à certains aspects la marque du capital et en font virtuellement partie. Si l'actif de ces réserves, après avoir été affecté pendant un temps aux besoins de la société, vient à être distribué entre les actionnaires, c'est au propriétaire des actions, non à l'usufruitier; c'est à l'époux titulaire des actions non à la communauté que cet actif sera dévolu ». Thaller. *Etude précitée*, p. 194.

Comment faut-il considérer cette plus-value acquise au fonds de commerce avec des sommes d'argent, qui étaient pour le propriétaire du fonds des purs bénéfices? Cette plus-value représente-t-elle un capital comme elle en a l'apparence, ou un revenu comme on pourrait l'induire d'après l'origine des sommes qui la composent? Dans le premier cas, elle échapperait à l'impôt général sur le revenu, et ce ne serait que le revenu de cette plus-value qui serait imposé; dans le second cas, elle serait entièrement soumise à l'impôt.

La question ainsi posée n'a pas fait l'objet d'un examen doctrinal ou d'une solution pratique en matière fiscale. Elle a été étudiée pourtant en droit civil au sujet du contrat de mariage sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, sous un aspect différent. Les mêmes principes régissent cependant les deux matières.

Le principe qui régit la communauté d'acquêt est que cette communauté comprend deux éléments : les acquêts provenant des économies faites sur les fruits et revenus et ceux provenant de l'industrie de l'un ou de l'autre des époux (art. 1498 C. civ.)

La Cour de cassation appelée à se prononcer sur le point de savoir si la plus-value découlant en partie des apports effectués par l'époux propriétaire du fonds avec des bénéfices produits par ce fonds lui-même, devait ou non tomber dans la communauté d'acquêts, a tranché la question par l'affirmative en déclarant : que la plus-value représentant l'augmentation du capital social formée par les apports successifs des associés, et provenant de l'emploi de partie de bénéfices sociaux ayant

d'après les constatations souveraines des juges du fond, le caractère de revenu de biens propres au mari, tombe comme ces revenus eux-mêmes, dans la communauté (Cass. Req. 25 oct. 1909 S. 1911. 1. 361, note de M. Naquet.)

Cette solution de la Cour, nous paraît critiquable dans sa motivation. Elle consacre une double inconséquence par rapport à la jurisprudence établie en matière de fonds de réserve et de plus-value d'un office ministériel.

a) La jurisprudence est fixée, comme nous l'avons vu dans la section précédente, dans le sens que les bénéfices affectés au fonds de réserve pour parer aux pertes inattendues, n'entrent pas dans la communauté d'acquêts.

Il résulte de cette jurisprudence que les bénéfices commerciaux ne sont pas nécessairement et en totalité des revenus, la sagesse commandant qu'une partie de ces bénéfices soit capitalisée. Or dans le cas qui nous occupe, la question juridique est exactement la même : il n'y a qu'une différence de pratique commerciale, l'esprit de l'opération est identique. Le propriétaire d'un fonds de commerce, au lieu de constituer un fonds de réserve avec des bénéfices mis de côté et capitalisés, emploie ces bénéfices à l'extension du fonds de commerce lui-même ¹. Y a-t-il une raison pour que ces mêmes bénéfices ne tombent pas en communauté dans le premier cas et pour qu'ils tombent dans le deuxième ?

1. Argument tiré de la note de M. Naquet sous Cass. 25 octobre 1909, précitée.

b) La seconde critique est tirée des décisions admises en matière d'*office ministériel*. Lorsque les époux sont mariés sous la communauté réduite aux acquêts, que le mari est titulaire d'un office ministériel et que cet office se trouve acquérir une plus-value due à l'activité et l'intelligence du mari, la plus grande partie de la doctrine¹ et de la jurisprudence² est d'accord pour soutenir que l'augmentation de valeur profite exclusivement au mari titulaire de l'office.

Les arguments présentés en faveur de cette opinion sont que cette augmentation de valeur ne constitue pas une acquisition distincte qui puisse être séparée de l'office lui-même « étant impossible de séparer l'office ministériel de la plus-value qu'il a reçue, et de dire que l'office appartient au mari, la plus-value à la communauté³.

D'autre part, si malgré l'activité et l'intelligence du mari l'office avait diminué de valeur, cette perte serait exclusivement supportée par le mari ou ses héritiers : il est donc équitable qu'ils profitent de bonnes chances, puisqu'ils doivent supporter les mauvaises.

Les mêmes arguments jouent en faveur de la plus-va-

1. Guillouard. *Traité de contrat de mariage*, t. 3 n° 1467; Daniel Folleville. *Traité du contrat pécuniaire de mariage*, t. 1 n° 577; Bellot de Minières, *Régime dotal et communauté d'acquêts*, t. 4, n° 2835; Tessier, *Traité de la société d'acquêts*, 2^e édit., par Deloynes, n° 99; Aubry et Rau *op. cit.*, 3^e édit., t. 5 § 522, p. 448 et 449, texte et note 7. — *Contra* : Troplong. *Traité du contrat de mariage*, t. 3, n° 1876, Clerc, *Traité de notariat*, t. 1 n° 1451.

2. Paris 8 avril 1869, S. 69, 2. 205 et D. 69. 2. 236, Bordeaux 17 fév. 1886 S. 86, 2, 206, Caen, 24 mars 1890, D. 90 2, 217 et la note de M. Planiol; Cass 14 avril 1893, S. 93, 1 416 et D. 93 1 351; *Contra* Bordeaux, 29 août 1840 S. 41. 2. 142.

3. Guillouard, *op. cit. verb. cit.* et la jurisprudence précitée. Dans la note précédente.

lue acquise pendant le mariage par un fonds de commerce et il n'y a aucun bon argument, pour qu'une autre solution soit donnée pour ce dernier. Les auteurs décident en général que la plus-value est un accessoire du fonds de commerce qui ne peut en être séparé et qui demeure propre à l'époux propriétaire du fonds de commerce comme le fonds lui-même (Bellot de Minières, *op. cit.* t. 4, n° 2834; Piolet, *op. cit.*, p. 56; Deloynes sur Tessier *op. cit.*, n° 93, note 1, p. 160; D. de Folleville, *op. cit.* n° 582; et l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris, 30 avril 1891. D. 91. 2. 189).

D'ailleurs M. Naquet, l'annotateur de l'arrêt de la Cour de Cassation (Cass. 25 oct. 1909 *précité*) que nous critiquons est d'accord avec la cour suprême, quant à la solution, mais n'approuve pas les motifs qu'elle en donne. Selon lui, la question de savoir si les bénéfices constituant la plus-value donnée au fonds de commerce, offre ou non le caractère de revenus, présente un aspect spécial, qui n'est pas celui sous lequel il convient de voir les choses. Et il conclut que « la vérité juridique, c'est que la plus-value des offices et des fonds de commerce reste propre pour le tout » mais assure le droit à une récompense au profit de la communauté (Dans le même sens Gaudemet, *Rev. trim. dr. civ.* 1910, p. 162-164).

Au point de vue de l'application de l'impôt global sur le revenu, la question se pose dans les mêmes termes. La plus-value d'un fonds de commerce est incorporée à l'ensemble du fonds, elle forme une qualité de ce fonds, comme le disait Guillouard, inséparable et prend le caractère juridique du fonds lui-même.

Malgré ce principe affirmé par la doctrine en matière civile, le ministre des finances dans sa réponse à une question écrite de M. le député René Lefebvre, a décidé que la plus-value acquise par les bâtiments ou le matériel d'une entreprise industrielle ou commerciale doit être considérée, comme un élément du bénéfice de l'entreprise et du revenu global de l'exploitant; et par conséquent doit être comprise dans les bases de l'impôt général sur le revenu (Réponse du min. fin. à la question écrite de M. le Député René Lefebvre, du 23 déc. 1920. *Journal Off.*, 9 fév 1921. Ch. Dép. Déb. parl. Vol. I, n° 6364, p. 357).

Cette solution nous paraît inconciliable avec la doctrine ci-dessus exposée et avec les principes posés par l'arrêt précité du Cons. d'Et. du 28 janv. 1921 (V. *supra* p. 74), qui doit être considéré comme un arrêt de principe dans l'application de l'impôt global sur le revenu.

« Il y a dans cette plus-value, — comme l'affirme M. Besson, qui est une autorité dans les questions de droit financier, — non une réalisation de bénéfice, mais un *accroissement de capital*, résistant par sa nature à toute incorporation totale ou partielle, soit dans la cédule des bénéfices commerciaux et industriels, soit dans les bases de l'impôt général sur le revenu » (Em. Besson, *Traité, cit.*, n° 531., p. 408 et n° 304, p. 226).

*
* *

§ 7. INTÉRÊTS CAPITALISÉS. — Supposons le cas d'un créancier et d'un débiteur ayant signé devant notaire un

acte arrêtant le compte des intérêts en retard du fait de la guerre et fixant les délais pour paiement du montant de ce compte stipulé productif d'intérêts. Est-ce que l'impôt global sur le revenu est exigible sur le montant d'intérêts capitalisés et déclarés eux-mêmes productifs d'intérêts ou bien seulement sur les intérêts produits?

M. Périnard, député, a demandé au ministre des finances si l'impôt cédulaire de 5 %, édicté par les art. 3 et suiv. l. 31 juillet 1917 et reporté à 10 % par l'article 50 l. 25 juin 1920 est exigible sur le montant des intérêts capitalisés. Le ministre des finances a résolu la question par l'affirmative. La capitalisation des intérêts étant, dit-il, un mode de paiement ainsi que l'administration l'a fait décider pour l'application de la loi du 29 juin 1872 (Req. 13 juillet 1892, s. 93, l. 353, note de M. Wahl et Cass. Civ. 3 décembre 1901. S. 1902 l. 294), tombe nécessairement sous le coup de la loi du 31 juillet 1917 et de celle du 25 juin, qui ne distinguent pas entre les modes de paiement. L'art. 52 de cette dernière loi, stipule même expressément que l'impôt est dû par le seul fait du paiement des intérêts de quelque manière qu'il soit effectué (Rep. min. fin. *Rep. per.* 1920-21, n° 14006).

Cette réponse du ministre des finances est basée sur la jurisprudence formée en application de la loi du 29 juin 1872. Nous avons déjà signalé les arrêts qui équivalent la capitalisation des intérêts à la distribution de bénéfices et la soumettent à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (*supra* p. 57). Cette jurisprudence est-elle applicable à l'impôt global sur le revenu? Et d'abord est-elle à l'abri de toute critique sur le terrain

même de l'application de la loi du 29 juin 1872 ? Il ne paraît pas.

La Cour de Cassation ne se contenta pas seulement d'imposer les intérêts capitalisés, *lors de leur remboursement*; mais elle est allée plus loin et a admis que la capitalisation même des intérêts équivaut à la *distribution du revenu*.

Voici comment s'exprime un arrêt de la Cour : « les intérêts capitalisés ne peuvent être assimilés à des capitaux affranchis de l'impôt sur le revenu.

Par suite l'impôt est dû, et sur les intérêts compris dans les annuités payées par une société à une autre société en remboursement d'un emprunt, et sur les intérêts en retard *capitalisés* au profit de la société créancière, alors que la première en se reconnaissant débitrice personnelle de ces intérêts capitalisés, les a ainsi réellement versés » (13 juillet 1892, S. 93. 1. 153; et dans le même sens 13 déc. 1901. S. 1902. 1. 294).

La prémisse, posée par cet arrêt, que les intérêts capitalisés, ne seraient pas des capitaux, ne nous paraît pas si évidente, comme l'affirme la Cour de Cassation, et nous reviendrons bientôt sur ce point.

Quant à la seconde phrase, du fait que la société en question s'est personnellement reconnue délivrée par la capitalisation consentie des intérêts en retard, conclure par là qu'elle « les a ainsi réellement versés », c'est comme le dit M. Wahl, exprimer une idée contestable dans des termes difficiles à comprendre.

Au fond, l'arrêt de la Cour rapporté, ne faisait que confirmer une doctrine que la Régie lui avait soumise.

L'argumentation de la Régie pourrait être résumée ainsi : par la capitalisation, l'emprunteur donne en paiement de sa dette d'intérêts, au prêteur, une nouvelle créance en capital; ou encore on peut analyser l'opération à titre de prêt (v^o l'argumentation détaillée de la Régie dans la sol. 29 avril 1887, rapportée en sous-note Req. 13 juil-1892. S. 93. 1. 153).

Nous ne pouvons pas mieux faire pour réfuter la doctrine de l'administration, que de laisser la parole à notre excellent maître M. Wahl : « C'est là une argumentation un peu fantaisiste rien ne permet de supposer la fiction d'un paiement, alors que le paiement de la dette n'est pas opéré, rien ne permet de supposer davantage que la créance nouvelle soit donnée en paiement de la créance elle-même.

La réalité c'est que la dette ancienne est remplacée par une dette nouvelle à titre de novation; la Régie le reconnaît elle-même et indique minutieusement les raisons de cette solution

La dette change donc entièrement de nature, mais elle n'est pas payée; elle subsiste et on ne peut pas, raisonnablement, considérer le maintien d'une dette comme équivalent à son paiement. Le mot de distribution ne s'entend pas, sans doute, d'après la jurisprudence, au sens strict du mot; il ne désigne pas nécessairement un paiement effectif; mais encore faut-il que le créancier de ces intérêts les ait regus d'une manière quelconque, et que son patrimoine se soit augmenté¹ ».

1. Note de M. Wahl. Sous Req. 13 juillet 1892, S. 93-1-153.

Tout ce qui est à retenir du système de la Régie. comme le dit plus loin, M. Wahl, c'est que la capitalisation des intérêts constitue une novation. Il y a novation dans le sens qu'une dette d'intérêts se change dans une dette de capital. Le paiement de ce capital ne peut pas être regardé comme une distribution d'intérêts, et la taxe ne doit pas lui être applicable ¹.

A fortiori, croyons-nous, l'impôt global sur le revenu est encore moins applicable aux intérêts capitalisés.

Dans cette délicate question de la distinction du capital et du revenu, il faut tenir compte de la manière dont une somme échoit à son bénéficiaire de l'intention des parties, de la *volonté de l'homme*. C'est un principe dominant dans la matière, croyons-nous, et il explique aussi bien, pourquoi les revenus capitalisés ne sont plus des revenus, que les bénéfices économisés pour constituer des fonds de réserve ou employés pour accroître la plus-value d'un fonds de commerce, se sont transformés en des capitaux.

Labbé, disait « que la volonté humaine a une part dans la détermination de ce qui est fruit ou capital. Partout où l'homme aménage ses ressources de manière à percevoir un revenu, il donne le caractère de fruits aux émoluments périodiques qu'il se procure.

En sens inverse l'homme convertit en capitaux les fruits, les revenus qu'il économise, fruits qui excèdent les besoins périodiques de son existence. La *capitalisation fait disparaître le caractère de fruit* ². Peut-on être plus net ?

1. Note de M. Wahl, sous R.q. 13 juillet 1892. S. 93-115.

2. Labbé, note, sous Req. 14 mars 1877, *cit.*

Si on se reporte à ce que nous avons dit au sujet des rentes viagères (*sup.* p. 50 et s.) on s'aperçoit qu'entre les intérêts capitalisés et les arrérages d'une rente viagère, il y a, si on peut le dire, une symétrie inverse dans l'esprit des deux contrats. Dans la rente viagère, le crédirentier avait transformé son capital en revenu, dans la convention de la capitalisation des intérêts, il y a transformation du revenu en capital.

Dans la conversion d'une dette d'intérêts, en une dette de capital, il s'est produit une novation par changement dans l'objet de l'obligation. Les intérêts capitalisés sont devenus des capitaux. La doctrine est dans ce sens (Wahl, note sous Cass. 13 juillet 1897 *cit*; et MM. Colin et Capitant, affirment catégoriquement au sujet de l'usufruit des valeurs à lots ou à prime de remboursement que « les revenus capitalisés ne sont plus des revenus. » *op.cit.* t. I p. 812).

La jurisprudence, et M. Wahl l'affirme, a plus d'une fois reconnu en matière fiscale, que les intérêts capitalisés perdent leur nature et deviennent des capitaux.

Ainsi, le droit d'obligation est dû sur l'acte constatant l'obligation et quoique la dette primitive d'intérêt soit soumise à un droit plus faible. Notamment en matière d'enregistrement, la Cour de Cassation a décidé que l'arrêté de compte entre un propriétaire et un fermier, par lequel le fermier se reconnaît débiteur d'une certaine somme qu'il s'engage à payer avec intérêts, constitue une obligation distincte de celle résultant du bail, et est dès lors passible du droit proportionnel de 1 franc pour 100 francs (Cass. 23 mai 1854. S. 54. 1. 479).

Notre conclusion très ferme est que, les intérêts capitalisés devenant des capitaux par la novation leurs intérêts seuls sont passibles de l'impôt intuité par cette loi.

La solution, il est vrai, est lourde de conséquences. Nombre de personnes seront tentées de capitaliser leurs revenus; elles se contenteront, suivant les cas, d'un revenu qui dépasserait légèrement le minimum d'existence et pourront ainsi soustraire légalement des fonds à l'imposition. Le législateur a voulu, en vérité, frapper le contribuable dans sa fortune, mais il a choisi comme base d'imposition, « le revenu ». Si un contribuable entend transformer son revenu en capital, peut-on nier le caractère de cette opération parce que le fisc se trouverait privé par là de recettes qu'il comptait voir rentrer dans ses caisses?

*
* *

§ 8. SPÉCULATION DE BOURSE NON HABITUELLE. — Ce cas a fait l'objet d'une question posée par M. le député Tapponnier, au ministre des finances. M. Tapponnier voulait savoir si les bénéfices provenant d'une réalisation de titres sont passibles de l'impôt global sur le revenu (Question du 7 déc. 1920. *Journ. off.* 1921 Chambre. Deb. parl. vol. 1. n° 5912, p. 35).

Le ministre des finances a répondu : « les profits sur une vente de titres ont en principe le caractère d'un simple accroissement de capital et ne sont pas dans le cas d'être assujettis à l'impôt sur le revenu.

Toutefois les achats et ventes de titres faits à titre habituel, constituent pour un contribuable un moyen de

faire fructifier ses capitaux mobiliers, les bénéfices en résultant sont susceptibles d'être considérés comme un élément du revenu de ce contribuable et par suite d'être soumis à l'impôt.

De même dans l'hypothèse où les titres feraient partie de l'actif d'une entreprise industrielle ou commerciale, l'excédent de leur valeur de réalisation sur l'évaluation qui leur a été attribuée au dernier inventaire est un élément du bénéfice de l'entreprise et doit, par suite, être retenu, tant pour l'assiette de l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux que, le cas échéant, pour l'établissement de l'impôt général sur le revenu. »

La distinction faite par la réponse du ministre confirme notre manière de voir en ce qui concerne la détermination de ce qui est revenu ou capital. En effet la même opération est jugée comme donnant naissance à un revenu ou à un capital selon le mode dont les sommes résultant de cette opération tombent dans le patrimoine du bénéficiaire. Un achat suivi d'une vente, ayant pour résultat d'augmenter le patrimoine du spéculateur est-il fait accidentellement, à la suite d'un renseignement sur les dispositions du marché ou grâce à une tout autre circonstance, le gain réalisé sera considéré comme un accroissement du capital. Mais au contraire si l'opération est faite d'une manière habituelle, nous dirions régulière, périodique, le gain constitue pour le spéculateur un revenu, c'est-à-dire un bénéfice destiné à satisfaire aux besoins renouvelable de son existence.

Il convient de remarquer que la distinction sera plutôt malaisée à établir, car en réalité le même acte change de

caractère suivant qu'il est accompli d'une façon isolée ou répétée.

M. Manheim, dans sa clairvoyante étude, que nous avons eu souvent l'occasion de citer, ne manqua pas de relever la difficulté et énuméra toute une série de cas où la question se présente sous le même aspect. « Du capitaliste qui gère son portefeuille au boursier, dit-il, du propriétaire qui cultive sa vigne au négociant en vins, du lettré qui publie ses livres à l'homme de lettres, qui vit de sa plume, la nuance est délicate. Entre l'amateur et le professionnel, il n'existe souvent qu'une différence d'intention ou plutôt de prétention, et les gains occasionnels ne se distinguent guère de ceux qui sont qualifiés revenus et qui devraient comme tels être soumis à l'impôt ».

Certes les cas dans lesquels la distinction entre le capital et le revenu est difficile à établir, ne se trouvent pas épuisés par cet ouvrage. Nous serions cependant satisfaits de notre travail si les principes posés dans le premier chapitre et les cas examinés dans le second, permettaient de dégager un critérium pour résoudre les cas qui pourraient surgir dans la pratique, en cette matière ardue.

Vu.

Le Doyen :

BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Président de la thèse

GERMAIN-MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

APPELL.

Bibliographie

- E. Allix.** — *Traité élémentaire des sciences des finances et de législation financière.* Paris, 4^e édit. 1921.
- Amiaud.** — *Traité théorique et pratique des comptes de réserve dans les sociétés par actions.* Paris 2^e édit. 1920.
- Aubry.** — *Des obligations émises par les sociétés, l'Etat, les départements, les communes.* Thèse doctorat. Dijon 1891.
- Aubry et Rau.** — *Cours de droit Civil français.* Paris 5^e édit. 1897-1922, 12 vol.
- Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville.** — *Traité théorique et pratique de droit civil du contrat de mariage.* Paris 1897-1906, 3 vol.
- Baudry-Lacantinerie et Cheveau.** — *Des biens,* Paris 1869.
- Bellot de Minières.** — *Régime dotal et communauté d'acquêts.* Paris 1853, 4 vol.
- Besson.** — *Traité pratique de la taxe de 3 % sur le revenu.* Paris 1887.
- Besson.** — *Traité pratique des impôts cédulaires et de l'impôt général sur le revenu.* Paris, 1922.
- Bosvieux.** — *Du caractère des fonds de réserves extraordinaires vis-à-vis de l'usufruitier et de la communauté d'acquêts.* Journ. Soc. 1907.
- Bouchère.** — *Traité théorique et pratique des valeurs mobilières.* Paris 2^e éd.
- J. Caillaux.** — *Les impôts en France.* Paris 1904, 2 vol.
- Clerc.** — *Traité général de notariat et de l'enregistrement.* Paris 1860-1863, 4 vol.
- Colin et Capitant.** — *Traité élémentaire de droit civil français.* Paris 2^e édit. 3 vol.
- J. le Courtois.** — *Le remboursement anticipé des obligations des compagnies de chemin de fer et la loi du 3 septembre 1807.* Paris 1881.
- A. Dauziat.** — *Les conditions d'application de l'impôt sur le revenu en France.* Rev. pol. et parl. 1920 no. 104.
- Decugis.** — *Traité pratique des sociétés par actions.* Paris, 3^e édit. 1919.
- Irving Fisher.** — *De la nature du capital et du revenu traduit par l'anglais Savinien Bouyssy.* Paris 1919.
- Daniel de Folleville.** *Traité du contrat pécuniaire de mariage et des droits respectifs des époux quant aux biens.* Paris 1883.

- Garnier.** — *Répertoire général de l'enregistrement*. Paris édit. 1890-1892, 6 vol.
- Guillouard.** — *Traité du contrat de mariage*. Paris 1885-88, 4 vol.
- Frantz Guth.** — *Die Lehre von Einkommen in dessen Gesamtzweige*. Leipzig. 1878.
- Hitier.** — *Cours de législation financière*. Doctorat. Paris 1919-20
- Houpin.** — *Traité de Sociétés civiles et commerciales* Paris 4^e édit. et 5^e édit. 1918 par Houpin et Bosvieux. 3 vol.
- Maguéro.** — *Traité alphabétique des droits d'enregistrement*. Paris 1897, 1903, 6 vol.
- Ch. Manheim.** — *La réforme fiscale*. Rev. pol. et parl. 1913, vol. 77.
- Massé.** — *Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil*. Paris, 2^e édit.
- Montagnon.** — *Traité sur les sociétés de Crédit foncier*. Paris 1886.
- Percerou.** — *Transformation des plus values de l'actif en augmentation du capital social*, Journ. Soc. 1921.
- Planhol.** — *Traité élémentaire de droit civil*. Paris 5^e édit.
- Primot.** — *Traité théorique et pratique des taxes fiscales établies sur les valeurs mobilières françaises et étrangères*. Paris 1891.
- Ch. Rist.** *Cours d'économie politique*. Doctorat. Paris 1919-20.
- Gustav Schmöeller.** — *Die Lehre von Einkommen in ihrem Zusammenhang den Grundprincipen der Steuerlehre*, dans *Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft*, année 1863.
- Edwin R. Seligman.** — *L'impôt sur le revenu*. Trad. française par William Oualid. Paris 1913.
- Tessier.** — *Traité de la société d'acquêts*, 2^e édit. annotée et complétée par Deloynes. Paris 1881.
- Thaller.** — *De l'augmentation du capital par transformation en actions soit du passif, soit des réserves de la société*. Annales de droit commercial 1907.
- Lévy-Ullmann.** — *Traité des obligations à primes et à lots*. Paris 1895.
- Adolph Wagner.** — *Gundlegung*, 1^{re} édit.
- Vavasseur.** — *Traité des Sociétés*. Paris 1^{re} édit. 1892.
-

Table des Matières

Introduction	7
Chapitre premier. — Les causes des difficultés et des controverses dans la distinction entre le capital et le revenu	
§ 1. — Difficulté de déterminer la notion du revenu	15
Conception économique du revenu	16
Revenu brut	17
Détermination du revenu imposable. Revenu net. (Assiette de l'impôt)	17
Richesses improductives. Revenus psychiques	24
Déductions	25
Déductions pour charges de famille	30
Exonération	33
Revenu libre	34
Définition du revenu. Conception juridique	36
Revenu probable	40
§ 2. — Controverse au sujet de la nature juridique de quelques rentrées de fonds	45
§ 3. — Situation difficile créée par la jurisprudence fondée sur la loi du 29 juin 1872	49
Loi du 29 juillet 1872	50
Conditions d'exigibilité de l'impôt	52
Jurisprudence basée sur la loi du 29 juin 1872	54
a) fonds de réserves	55
b) intérêts capitalisés	57
c) prélèvements sur le capital	57
Chapitre II. — Examen des quelques cas dans lesquels surgissent des difficultés sur le point d'apprécier si une entrée de fonds est du capital ou du revenu	
§ 1. — Rentes viagères. Ancienne controverse au sujet de l'usufruit	60
Droit fiscal	61

§ 2. — Annuités terminables	64
Crédit foncier de France	64
Droit fiscal	65
§ 3. — Valeurs à lots	66
Droit civil. Usufruit des valeurs à lots	66
Droit fiscal	68
§ 4. — Primes de remboursements	75
Droit fiscal	79
§ 5. — Fonds de réserve répartis entre actionnaires	82
Droit civil. Usufruit	83
— Communauté réduite aux acquits	86
Droit fiscal	88
§ 6. — Plus value d'un fonds de commerce	94
§ 7. — Intérêts capitalisés	99
§ 8. — Spéculation de bourse non habituelle	105
Bibliographie	108

ERRATA

lire :

Page 12,	ligne 14,	Cons. d'Etat, 28 janv. 1921, D. 3. 9.
« 22,	« 10,	Réponse du ministre des finances.
« 30,	« 19,	M. Landry.
« 36,	note 2,	Irving.
« 38,	« 1,	Grundlegung.
« 39,	« 1,	Gesammtzweige.
« 39,	« 2,	fruits
« 43,	« 1,	Paris, 1919-20.
« 46,	« 1,	certaines.
« 47,	ligne 2,	ce bénéfice s'est formé.
« 47,	« 27,	Sous Cass. Req.
« 52,	« 28,	Req.
« 55,	« 21,	7 juin 1880,
« 56,	« 1,	eu.
« 59,	note 1,	Cass. Civ., 29 avril 1884. D. 84. 1. 42.
« 68,	ligne 4,	Req.
« 76,	note 1,	Cass. Civ., 10 août 1863. D. 631. 349 et s. 63. 1. 428.
« 77,	ligne 17,	1804.
« 80,	note 1,	1 col.
